

# **l'Anti**capitaliste

n°409 | 14 décembre 2017 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

## TRUMP, NETANYAHOU



Reuters / Ronen Zvulun

**Dossier**

**CONGRÈS  
NATIONAL  
DU NPA**

Pages 6 et 7



**ÉDITO**

Les morts ne sont pas  
tous des braves types

Page 2

**PREMIER PLAN**

Yémen: la paix étatsunienne  
a le visage de la barbarie

Page 2



**ACTU INTERNATIONALE**

Pologne: les fascistes  
«photogéniques» ne sont  
pas le problème

Page 5

**LIBRE EXPRESSION**

Souscription 2017

Page 12



Par JULIEN SALINGUE

## Les morts ne sont pas tous des braves types

**H**ommage « national » à Jean d'Ormesson, hommage « populaire » à Johnny Halliday : la fin de la semaine dernière a été marquée par les cérémonies organisées à la mémoire de l'écrivain et du chanteur. Si nous n'entendons pas porter ici de jugement sur les qualités artistiques des défunts, force est de constater que les « hommages » – et les bavardages qui les ont accompagnés – ont pris une tournure immanquablement politique, qui mérite commentaires. L'hommage « national » rendu à d'Ormesson, qui n'était pas « seulement » un écrivain mais une figure connue de la vieille droite réactionnaire, ancien directeur général du *Figaro*, est ainsi bien dans l'air du temps. « Une clarté qui nous manquera et nous manque déjà », « un antidote à la grisaille des jours » selon Emmanuel Macron, qui a soigneusement tu les engagements de d'Ormesson.

Le talent et l'écho populaire réel et durable de Johnny expliquent l'impact de la nouvelle de son décès. Mais Johnny était aussi un exilé fiscal qui affirmait en avoir « marre des impôts », ajoutant qu'« en France, la réussite, c'est louche, on trouve ça dégueulasse ». Tout un symbole : c'est à Saint-Barthélemy, paradis fiscal bien connu des milliardaires, que celui qui a reçu un « hommage populaire » alors qu'il refusait de participer à la solidarité la plus élémentaire, a été enterré, sans que cela suscite de commentaires de la part des experts de la traque au « chômeur fraudeur ». La monstrueuse mobilisation politico-médiatique autour de leur mort confine à l'écœurement. Plus d'un « commentateur » y a vu le rassemblement national autour de deux symboles d'une France en recherche de valeurs. Course à l'audimat et au clic, opportunisme politique, démagogie populiste : le visage hideux d'une société de la com' où tout se mélange et où tout se vaut, et où la mort est devenue une marchandise, commerciale et politique, sur laquelle se jettent les rapaces de tous ordres.

Les déclarations racistes de Finkielkraut regrettant l'absence des « non-souchiens » lors de l'hommage à Johnny Halliday, comme celles de l'ex-ministre Bussereau affirmant qu'il n'avait « pas vu le peuple de Seine-Saint-Denis » sur les Champs-Élysées, ne sont pas, en ce sens, à contre-courant : elles sont seulement la partie la plus visible de la course à la récupération politico-idéologique qui a accompagné les décès de l'écrivain et du chanteur.

Derrière les beaux discours, c'est bien la mise en scène de l'entre-soi et l'arrogance vis-à-vis des classes populaires, opportunément et ponctuellement convoquées mais écrasées et stigmatisées le reste du temps, qui se sont étalées ces derniers jours. Deux journées de deuil national dont nous ne sommes pas et qui ne peuvent que renforcer la volonté de se débarrasser de ces cyniques qui nous méprisent.

## BIEN DIT

« La France a bien une responsabilité a priori [quant à la situation des migrantEs en Libye] en soutenant financièrement, avec l'UE, les responsables de la traite et en leur sous-traitant la gestion des migrants – alors même qu'elle sait de longue date que les centres de détention en Libye ont été comparés à des camps de concentration par des diplomates allemands et que les informations sur l'esclavage en Libye datent d'avril. »

ÉRIC FASSIN, *Mediapart*, 8 décembre 2017.

## À la Une

# Trump, Netanyahu : Jérusalem n'est pas à vous !

Le 6 décembre, Donald Trump annonçait sa décision de reconnaître officiellement Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël, et d'y déménager l'ambassade des États-Unis, jusqu'alors située à Tel Aviv. Une décision hautement symbolique, qui sonne comme un encouragement adressé à Israël et à sa politique coloniale.

**R**upture symbolique avec ses prédécesseurs Clinton et Obama ? Volonté de satisfaire la très sioniste droite chrétienne évangélique ? Proximité personnelle avec Netanyahu ? Contre-feu allumé suite à l'inculpation de Michael Flynn, son ancien conseiller à la sécurité nationale, dans « l'affaire russe » ? Il y a du vrai dans chacune de ces explications – qui ne s'excluent pas mutuellement – mais elles passent en partie à côté de l'essentiel.

### Le trumpisme dans toute sa splendeur

Trump fait simplement, et avant tout, du Trump. Le droit international, les opinions des autres États – y compris les alliés arabes – et les avis de son entourage (son secrétaire d'État et son ministre de la Défense étaient opposés à cet arbitrage) n'ont pas pesé lourd dans la balance face à l'intime conviction de Trump que cette décision était, selon ses propres termes, « la bonne chose à faire ». Ainsi va le monde selon Trump : indépendamment des conséquences qu'elles peuvent avoir, il y a des décisions qui sont intrinsèquement « bonnes », et les « hommes courageux » doivent prendre les « bonnes » décisions. Une vision mystique de la politique qui fait écho à celle de George W. Bush, mais qui se double chez Trump, du fait de son habitus de golden boy et de sa posture anti-establishment, d'un mépris pour le réalisme qui prédominait dans la diplomatie US, qu'il assimile à de l'indécision et donc à de la lâcheté.

### Jérusalem occupée, Jérusalem colonisée

L'arbitrage de Trump ne va pas bouleverser la situation sur le terrain. Jérusalem est en effet déjà occupée par Israël qui, à cet égard comme à bien d'autres, n'a jamais respecté le droit international. En 1968, soit un an après la conquête de la partie orientale de la ville, la résolution 252 exigeait d'Israël de « s'abstenir immédiatement de toutes nouvelles actions qui tendent à modifier le statut de Jérusalem ». En 1980, suite à l'annexion « officielle » de Jérusalem-Est, la résolution 476 évoquait « une violation du droit international ».

Ce qui n'a pas empêché Israël de mettre en œuvre sa politique coloniale en toute impunité : après 1967, les autorités n'ont classé que 13% de Jérusalem-Est comme « zone constructible » pour les Palestiniens, contre 35% pour la colonisation. Les colonies se sont développées à grande vitesse (plus de 200 000 colons aujourd'hui) tandis que les Palestiniens recevaient les

permis de construire au compte-gouttes. Plus de 80 000 d'entre eux (sur 300 000) vivent aujourd'hui dans des logements qu'Israël juge « illégaux » et sont sous la menace d'un ordre de démolition.

### Un encouragement pour Israël

Les discours sur la « mort du processus de paix » comportent ainsi une bonne part d'hypocrisie, dans la mesure où ils sous-entendent qu'il aurait existé, jusqu'aux déclarations de Trump, un « processus de paix ». De même, la thèse de la « rupture de l'équilibre » dans l'approche US exonère l'administration Obama de ses responsabilités, en laissant supposer qu'elle aurait eu une vision « équilibrée » de la question. Soit deux contre-vérités manifestes.

Mais la satisfaction dégoulinante de cynisme des responsables israéliens et de leurs soutiens révèle à quel point ils se sentent confortés dans leur impunité, à l'instar du Crif qui, une fois de plus, s'est cru autorisé à parler « au nom des

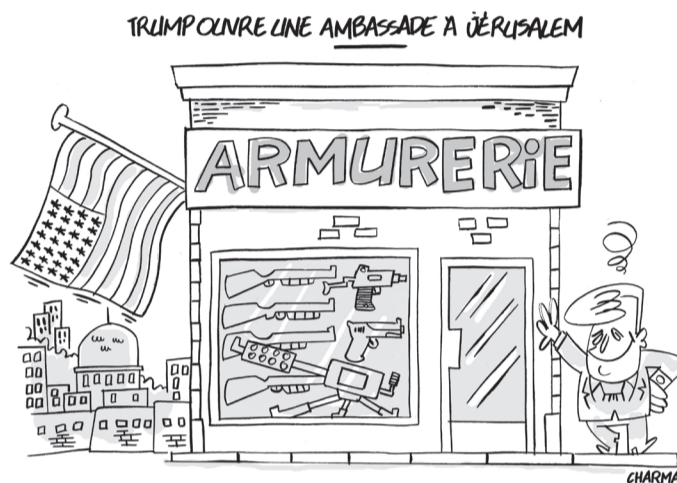
juifs de France » pour demander à Macron de suivre Trump... Un Macron dont les pathétiques déclarations, lorsqu'il a reçu Netanyahu le 10 décembre, « invitant » le Premier ministre israélien à faire « des gestes courageux envers les Palestiniens », ne risquent pas de changer quoi que ce soit.

### Rompre l'isolement des Palestiniens

Israël va probablement se sentir pousser des ailes et accentuer encore un peu plus son emprise sur Jérusalem et les autres territoires palestiniens. Mais les Palestiniens ne se soulèveront pas en masse, tant ils ont conscience de la dégradation du rapport de forces et tant le mouvement national est affaibli, délégitimé, divisé et miné par des rivalités de pouvoir. Et il ne faut pas davantage compter sur un quelconque soutien, malgré les condamnations de forme, de la part des États arabes qui, obnubilés par la guerre froide entre l'Arabie saoudite et l'Iran, privilégient un rapprochement avec Israël et les États-Unis.

Les Palestiniens demeurent isolés : l'urgence est donc à la solidarité et, sans prétendre parler à la place des premiers concernés, à souligner que le discours du « règlement négocié sous l'égide des États-Unis » est, sans contestation possible, une fiction qu'il est temps de remiser dans les poubelles de l'histoire, l'heure étant plus que jamais à la construction de la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre Israël.

Julien Salingue



## YÉMEN

# La paix étatsunienne a le visage de la barbarie

L'ancien dictateur yéménite Ali Abdallah Saleh a été tué le 4 décembre, lors de combats à Sanaa, par ses anciens alliés houthis : une nouvelle étape du conflit sanglant qui déchire le Yémen.

**E**n 2011, sur la lancée des printemps arabes, le Yémen entre en révolution. La jeunesse, qui ne trouve pas de travail et étouffe sous la dictature militaro-tribale de Saleh, occupe les places. Aux cris de « Saleh dégage », « ni tribus ni militaires, pouvoir civil », elle entraîne les pauvres frappés par la crise, les paysans de Jahachine aux terres volées par les chefs tribaux. Un million de manifestants dans

un pays de 25 millions d'habitants, le plus pauvre du monde arabe. Parmi les figures du mouvement, une femme : Tawakkol Karman.

### Un pays déchiré par l'histoire

Une solution démocratique, mais aussi unitaire, semble se dessiner dans ce pays géographiquement déchiré par l'histoire. Car les Houthis du Nord et les régionalistes du Sud rejoignent l'espoir démocratique. Les

Houthis au nord, autour de Saada, s'appuient sur la tradition politico-religieuse du chiisme zaydite. Ils ont dirigé pendant des siècles le nord du Yémen, jusqu'à la proclamation de la République du Yémen du Nord en 1962. Mais le dictateur Saleh, pourtant lui-même issu du chiisme zaydite, marginalise les territoires du Nord, réactive le conflit sunnite-chiite, bombarde les villages houthis. Les régionalistes du

Sud sont issus d'une autre histoire. Celle de la colonisation anglaise au sud du Yémen, qui fit d'Aden une des grandes bases aéronavales de l'Empire, et des nationalistes yéménites du Sud des révolutionnaires anti-impérialistes. En 1967, ils fondent la République démocratique et populaire du Yémen. Elle durera jusqu'en 1990, victime des purges intérieures et de l'effondrement du bloc stalinien. Le nord et le sud ne s'unifient donc qu'en 1990 sous la houlette de Saleh. Mais la dictature marginalise les anciennes élites du parti socialiste yéménite, bloque tout développement au sud, accapare les bénéfices des champs pétroliers. Contre Saleh, c'est toute la société yéménite qui reprend espoir en 2011.

### « Transition négociée »

Bientôt des secteurs de l'armée, mais aussi les Frères musulmans du parti

# Un monde à changer

**SDF: L'AIDE ET LA MATRAQUE.** Le sociologue Pierre Bourdieu a écrit que l'État avait une « main droite », les fonctions « nobles » de ceux qui décident, et une « main gauche » : « ceux que l'on envoie en première ligne remplir des fonctions dites "sociales" et suppléer les insuffisances les plus intolérables de la logique du marché sans leur donner les moyens d'accomplir vraiment leur mission ».

Avec les politiques d'austérité et les suppressions de postes, les missions de la « main gauche » sont de plus en plus dévolues à des associations.

Le gouvernement veut qu'en plus de leurs tâches d'aide et d'assistance, les associations remplissent un rôle de flicage. C'est ce qui a amené une quinzaine d'entre elles à claquer la porte du ministère de l'Intérieur ce vendredi 8 décembre. Le ministre, Gérard Collomb, voulait leur présenter une circulaire permettant d'envoyer des équipes mobiles d'agents de l'Office français de l'immigration et des préfectures contrôler les personnes hébergées dans l'accueil d'urgence, afin d'en sortir les personnes sans-papiers.

Les gestionnaires des foyers où l'on abrite les SDF refusent de

collaborer au tri entre leurs pensionnaires, estimant que toutes les personnes accueillies ont besoin de leur aide. « L'État a décidé de sortir ces personnes des hôtels et autres foyers pour les mettre dans des structures spéciales et les renvoyer », souligne Laurent Giovannoni, du Secours catholique.

L'objectif affiché est de dégager des places supplémentaires pour les sans-abri : le dispositif d'accueil a explosé avant même l'arrivée des grands froids. Mais l'État, qui ne se donne pas les moyens de créer les places nécessaires, a, en fait, décidé d'opérer des renvois massifs de sans-papiers vers les pays d'origine.

Les associations estiment que trois lignes rouges sont en train d'être franchies par le gouvernement : la remise en cause de l'inconditionnalité de l'accueil, l'instauration de contrôles dans les foyers et, enfin, la création de passerelles entre les informations du système d'accueil d'urgence et les préfectures.

Doter la « main gauche » d'une matraque et la détourner des objectifs d'assistance : cet objectif risque vite de déteindre sur d'autres aspects de l'action sociale.

## ORDONNANCES L'offensive n'est pas terminée

Malgré la ratification par l'Assemblée nationale des ordonnances le 28 novembre, l'offensive du gouvernement n'est pas terminée. En effet les députés ont approuvé le contenu de cinq ordonnances, mais la loi d'habilitation en prévoyait six (plus une concernant le prélèvement à la source).

Le gouvernement a donc transmis aux organisations syndicales le projet de sixième ordonnance, dite ordonnance « balai ». Le but affiché est de corriger les coquilles contenues dans les précédentes – c'est que le gouvernement était pressé et n'a pas pris le temps de se relire ! Mais en y regardant de plus près, on se rend compte que cette sixième ordonnance approfondit la liquidation des droits des salariéEs, notamment en ce qui concerne les institutions représentatives du personnel (IRP). Le diable – ou le patronat – gît dans les détails.

### Toujours plus de reculs

Elle consacre ainsi la disparition de la négociation syndicale dans les entreprises qui mettront en place le conseil d'entreprise. Institué par voie « d'accord », ce dernier se substituera ensuite intégralement aux syndicats pour négocier l'ensemble des accords d'entreprise ou d'établissement, alors que l'ordonnance de septembre maintenant, même en cas de constitution d'un conseil d'entreprise, le monopole des organisations syndicales pour



la conclusion des accords relatifs aux élections professionnelles ou aux plans sociaux. Les employeurs et les syndicats « maisons » ont donc désormais une possibilité légale de faire disparaître les organisations minoritaires qui seraient un peu trop contestataires. Elle rend également plus facile d'échapper à la création des instances représentatives du personnel (IRP). La mise en place du comité social et économique ou des délégués syndicaux était obligatoire si 50 salariéEs ou plus

sont employés pendant douze mois consécutifs ou non au cours des trois dernières années. Désormais il faudra que ce seuil soit franchi pendant douze mois obligatoirement consécutifs. On imagine comment des entreprises allégeront opportunément leur effectif pendant un mois ou deux... Cerise sur le gâteau, il sera possible par « accord » d'élire moins de représentantEs que ce que prévoit la loi ! Enfin, « l'ordonnance balai » en profite pour balayer les IRP de la RATP, qui jusque-là échappaient à

la fusion forcée car elles reposaient sur des textes dérogoires.

### Le gouvernement ne s'arrêtera que lorsque nous l'arrêterons

La prétendue rectification des coquilles ne se cantonne pas aux IRP, puisque l'ordonnance permet dans plusieurs domaines de déroger à la loi par accord d'entreprise là où un accord de branche, beaucoup plus difficile à obtenir, était nécessaire : temps partiel, travail du dimanche, travail le weekend en équipes de suppléance, possibilité de dérogation au repos hebdomadaires pour les jeunes travailleurs...

Et d'autres cadeaux de Noël sont encore distribués aux patrons, comme la possibilité d'omettre les délais de contestation dans la lettre de licenciement économique. Le gouvernement nous confirme avec cette sixième ordonnance qu'il ne s'arrêtera que lorsque nous l'arrêterons. La stratégie des directions syndicales et le niveau de mobilisation ne l'ont pas permis cet automne, faisons en sorte de prendre notre revanche en 2018.

**Comité inspection du travail Île-de-France**

## Le chiffre

# 248

C'est le nombre d'embauches en CDI et sans période d'essai, avec des conditions salariales équivalentes, que les salariéEs de Vélis, après deux semaines de grève avec le soutien de la CGT et de SUD, ont imposé à la société Smovengo, qui reprendra l'exploitation des Vélis au 1<sup>er</sup> janvier prochain.



## Agenda

**Samedi 16 décembre, Soirée débat-concert du NPA, Toulouse.** À 18h, débat avec Olivier Besancenot autour de son dernier livre *Que faire de 1917?* À 20h, concert avec Sidi Wacho Sound System. Prix libre. Salle San Subra, 2, rue San-Subra, métro Saint-Cyprien.

**Samedi 16 décembre, rassemblement « Réveillons-nous pour Gaza! », Paris.** De 14h à 18h, à la Fontaine des Innocents, sortie du Métro-Rer Forum des Halles

**Samedi 16 décembre, manifestation de solidarité avec les migrant-e-s, Menton.** Trajets collectifs par bus : de Paris, départ le vendredi soir, retour le dimanche matin : 50€ aller/retour  
Contact: menton16decembre@gmail.com ;  
FB: Manif frontière Menton 16 déc

**Dimanche 17 décembre, rencontre avec Olivier Besancenot autour de son livre *Que faire de 1917?*, Saint-Denis.** À La Belle étoile / Jolie Môme, 14, allée Saint-Just, La Plaine Saint-Denis (93).  
Métro Front-Populaire

## NO COMMENT

« Le petit peuple des petits blancs est descendu dans la rue pour dire adieu à Johnny, il était nombreux et il était seul. Les non-souchiens brillèrent par leur absence. »

ALAIN FINKIELKRAUT, RCJ, 10 décembre 2017.

Al-Islah, intégrés de longue date au pouvoir et à la bourgeoisie commerçante et tribale, prennent parti pour le départ de Saleh. Tout changer pour ne rien changer. C'est sur eux que s'appuient les USA et l'Arabie saoudite pour une « transition négociée » qui préserve l'essentiel. Le départ de Saleh, avec maintien de son appareil dans l'armée, la transmission du pouvoir à son vice-ministre Hadi, à la suite d'une élection à un seul candidat ! Ce nouveau pouvoir, dénoncé par les révolutionnaires, laisse filer la crise, poursuit le pillage du pétrole par Total, refuse d'intégrer Houthis et régionalistes du Sud. Profitant de la hausse du prix du gaz et de l'impopularité de Hadi, les Houthis marchent en 2014 sur la capitale Sanaa, nouant au passage alliance avec l'ancien dictateur Saleh et ses soutiens militaires qui les bombardaient hier. À l'occasion

de ce retournement, Saleh rentre de nouveau dans le jeu du pouvoir.

### Intervention militaire saoudienne

Aden prise, c'est le détroit de Babel-Mandeb, qui contrôle l'accès au canal de Suez et le commerce maritime entre l'Asie et l'Europe, qui est menacé. Avec l'échec de la solution pacifique américano-saoudienne pour confisquer la révolution, place à la solution militaire en 2015 avec l'opération Tempête de fermeté. Une opération saoudienne, soutenue par le renseignement et les ventes d'armes étatsuniennes et françaises, qui a de nombreux avantages pour le nouveau pouvoir de Mohamed Ben Salman, le prince héritier saoudien. Oubliée la crise économique qui frappe la jeunesse saoudienne, réaffirmé le rôle irremplaçable de l'Arabie saoudite comme gendarme



Saleh, Kadhafi, Moubarak... DR

du monde arabe, en réactivant le conflit chiite-sunnite, au moment où les USA de Obama signent l'accord sur le nucléaire avec l'Iran chiite. Mais l'Arabie saoudite s'enlise au Yémen. Ses bombardements font plus de 8 000 morts, 58 000 blessés. Deux millions d'enfants souffrent de malnutrition. Le choléra explose

avec un million de cas. En décembre, Saleh l'ancien dictateur pense être assez fort pour rompre avec les Houthis et négocier un nouvel accord avec les Saoudiens, qui consacrerait son retour et sa victoire. Son échec signera sa mort. La paix états-unienne a le visage de la barbarie.  
**Franck Cantaloup**

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## MIGRANT-E-S

## Manifestation à Menton le 16 décembre : la mobilisation s'élargit!

Dernière ligne droite pour faire de la manifestation à la frontière de Menton un succès. Alors il n'y a pas une minute à perdre pour convaincre autour de vous les derniers hésitants!

Plus d'une centaine d'organisations, locales et nationales, soutiennent l'initiative, de l'appel à manifester jusqu'au soutien financier permettant à celles et ceux qui n'ont pas les moyens de payer leur billet et aux migrantEs de pouvoir le faire. La manifestation a été déclarée en préfecture et elle est autorisée, même si des négociations sont toujours en cours pour en définir le trajet. La mobilisation s'est renforcée ces derniers jours, notamment dans le Sud-Est où des départs en car et des covoiturages sont organisés dans plusieurs villes; à Paris un premier car est déjà rempli... Cette manifestation n'est qu'un début, et dès la semaine prochaine nous préparerons la prochaine échéance : le 17 mars à l'occasion de la journée internationale contre le racisme et le fascisme qui promet d'ores et déjà d'être une grande mobilisation européenne...

Alain Pajolat



DR

## L'APPEL UNITAIRE

En prélude à la journée internationale des migrantEs, retrouvons-nous le samedi 16 décembre à Menton :

- Pour célébrer la journée internationale des migrantEs et donner de la visibilité à toutes les initiatives qui seront prises dans ce cadre;
- Parce que cette frontière est devenue un des symboles de l'inhumanité des politiques migratoires de l'État français et de l'Union européenne et du développement de l'État policier;
- Parce qu'aux mortEs des frontières s'ajoutent la multiplication des mesures d'enfermement et d'expulsion, les milliers de migrantEs à la rue, y compris des enfants et des jeunes isolés, le harcèlement policier et la chasse aux sans-papiers;
- Parce que le gouvernement français, au travers de l'inscription des mesures d'urgence dans le droit commun contredit encore plus le droit d'asile et que ce même gouvernement prépare une nouvelle loi durcissant encore sa politique migratoire dans un sens liberticide;
- Parce que cette région est devenue le symbole des solidarités qui existent sur tout le territoire avec les migrantEs. Mais elle est aussi devenue, après Calais, le symbole de la répression contre ce mouvement et les personnes solidaires;
- Pour dire « ça suffit! », pour mettre fin à l'acharnement contre les migrantEs et aux discours et politiques racistes et sécuritaires qui gangrènent toute notre société.

## Nous manifesterons pour:

- l'accueil des migrantEs
- la liberté de circulation et de résidence (art. 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen)
- la régularisation des sans-papiers
- l'abrogation des accords de Dublin
- la solidarité et l'égalité des droits pour tou-te-s
- l'abrogation de tout « délit de solidarité » et l'abandon de toutes les poursuites contre les personnes solidaires

Page fb : Manif frontiere menton 16 déc

## Mélenchon-Hamon : Que je t'aime?

L'idylle entre le leader de La France insoumise et celui de Génération.s semble de nouveau être à l'ordre du jour ces dernières semaines. Idylle tactique ou stratégique?

Ils s'étaient quittés très fâchés après la présidentielle. En effet, Mélenchon avait attribué son échec au seul maintien de Hamon au premier tour du scrutin, déclarant notamment : « s'il avait retiré sa candidature, il serait aujourd'hui Premier ministre et moi président de la République ». Mais cela semble de l'histoire ancienne et le rapprochement entre les deux leaders de nouveau à l'ordre du jour. À la veille de la convention nationale de La France insoumise, fin novembre, Mélenchon l'évoquait officiellement : « Nous déjeunons, nous échangeons des analyses. Pour le moment, cela reste à un niveau individuel. Mais nous étions déjà ensemble le 23 septembre dans la rue, coude à coude, contre les ordonnances. Attendons que Benoît Hamon mette sur pied son mouvement. Mais cela avance. » Ce rapprochement n'est pas un hasard, il tombe même plutôt bien pour les deux ex-candidats, dont l'un est en difficulté et l'autre lance son mouvement politique. Les deux cherchent sans doute à éviter une déculottée aux prochaines élections européennes de 2019, qu'ils préparent d'ores et déjà.

## L'envie d'avoir envie!

Les relations entre Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon se sont donc réchauffées depuis la participation de ce dernier à la « marche contre le coup d'État social » organisée par Mélenchon le 23 septembre



dernier. Ils assurent désormais, et ce contrairement à ce qu'ils déclaraient lors de la présidentielle, qu'une entente est nécessaire pour faire face à Macron et à sa politique. Benoît Hamon, au lendemain du lancement de son mouvement Génération.s, a indiqué sur RTL qu'il était possible de travailler avec les Insoumis pour s'opposer à Macron, et sans doute ainsi récupérer une partie de l'espace politique plus ou moins occupé par la FI. Quant à Mélenchon, son positionnement comme seul opposant à Macron n'a pas été un succès et la FI semble désormais affronter des difficultés. Mélenchon qui, il

ya encore quelques mois, n'avait qu'un mot d'ordre à la bouche celui de « qui m'aime me suive », se dit désormais prêt à discuter et à ne pas rester isolé pour s'opposer à Macron.

## J'ai un problème

Si les deux anciens candidats à la présidentielle partagent en façade cette même volonté de combattre la politique de Macron, leur rapprochement sur le fond n'est pas si évident. De nombreuses divergences sont connues et loin d'être réglées, en particulier sur la question européenne, alors que les deux organisations sont déjà sur les starting-blocks électoraux

et que certains parlent déjà de liste commune. Pas si simple. Et ce nouveau rapprochement très médiatique rappelle furieusement la dernière campagne présidentielle où les deux candidats avaient, pendant un temps, joué le même jeu. Ce qui est toutefois certain, c'est que Mélenchon et Hamon surfent sur le même électoralat et ne peuvent assumer la responsabilité de la division de ce qui reste de la gauche.

## Si tu cherches la bagarre

Mais le nécessaire rapport de forces contre ce gouvernement ne va pas se construire par le haut ou dans les prochaines échéances électorales, mais dans les lieux de travail, les quartiers et dans la rue. Et cela passe non pas par l'alignement derrière « un homme ou deux », mais par des cadres unitaires et démocratiques, localement et nationalement capables, y compris face à la soumission ou la passivité de beaucoup de directions syndicales, de préparer l'affrontement. Contrairement aux dirigeants de La France insoumise et de Génération.s, nous pensons qu'une révolution ne se passerait pas dans les urnes mais bel et bien dans la rue. Et même si les difficultés sont réelles, il n'y aura pas de raccourcis d'appareils ou électoraux : c'est bien le monde du travail, actifs et inactifs, privé et public confondus, mobilisé contre la politique de ce gouvernement, qui est la seule véritable opposition capable de faire reculer Macron. Faisons en sorte qu'elle se fasse de plus en plus entendre.

Joséphine Simplon

## CORSE Après la victoire des nationalistes

Nous publions de larges extraits de la déclaration de nos camarades d'A Manca au lendemain du second tour des élections territoriales en Corse. La déclaration intégrale est consultable sur le site du NPA.

La victoire électorale de la liste Pè a Corsica est sans appel. En enregistrant une augmentation de quelque 13 000 voix entre les deux tours, elle porte son score à 67 155 voix soit 56,46% des suffrages exprimés. Ce sont donc 41 conseillerEs territoriaux nationalistes sur 63 sièges qui représentent désormais la majorité absolue au sein de la collectivité territoriale. (...)

## L'autonomie la plus large

Cette réussite consacre la stratégie du courant des autonomistes associés aux régionalistes, courant qui constitue une majorité dans la majorité. Le pacte de gouvernement signé avec les indépendantistes de Corsica Libera vaut pour dix ans. La principale revendication de cette coalition est donc l'autonomie la plus large (notamment avec le pouvoir de légiférer hors des domaines régaliens de l'État) dans le cadre de la République française. Cet objectif de pouvoir légiférer est un socle unitaire du mouvement national déjà exprimé massivement lors de la manifestation du 25 mars 2000. Cette revendication vieille de plus de quarante ans va-t-elle être cette fois-ci entendue par le pouvoir central? Le proche avenir le dira.

Depuis le dimanche 10 décembre au soir, ce sont des nationalistes qui dirigent les institutions en Corse. Dès lors, et cela sera visible dès les premières annonces dans les domaines économiques et sociaux, ils sont dans l'obligation de préciser clairement les contours idéologiques du projet de société qu'ils porteront.

## Le chemin unique de l'économie de marché

Tout en soutenant les indépendantistes catalans, l'actuelle majorité nationaliste tient à affirmer sans ambiguïté aucune que c'est de l'autonomie dont il est aujourd'hui question et uniquement de cela. Son argument est fondé sur les différences économiques qui séparent la Catalogne de la Corse. Il y aurait selon eux une réelle possibilité d'indépendance pour les Catalans parce que leur système économique performant les y autorise. Ce qui, toujours selon leurs propos, n'est pas le cas en Corse, pays dans lequel il s'agirait dès lors de construire une économie. En termes plus explicites, cela signifie une économie compétitive dans le cadre de la mondialisation capitaliste. Ce raisonnement largement partagé dans les sphères nationalistes



irlandaises et basques témoigne d'un virage entamé par une partie des directions réformistes depuis une quinzaine d'années. (...)

## Une alternative aux politiques libérales

Notre rôle, celui des militants de l'autodétermination et d'un socialisme autogestionnaire, est donc de défendre des revendications à caractère démocratique tout en proposant une alternative à ces politiques libérales. Car recomposition il y a et il y aura sans doute plus encore demain. Le nationalisme interclassiste a eu le mérite

d'opposer à la puissance occupante une forme de front démocratique. Cela peut perdurer jusqu'à l'officialisation probable d'un statut d'autonomie. En attendant, l'enjeu que constitue la masse des abstentionnistes issus des classes populaires est majeur. Et ce serait une grave erreur d'en minorer, voire d'en ignorer l'importance politique. Avec une extrême droite dont l'influence est réelle dans ces franges de la classe populaire, le danger d'une exacerbation des tensions sociales sur fond de racisme s'avère plus que présent. Loin de tout sectarisme, nous sommes disposés dans un premier temps à initier un travail sur des dossiers stratégiques à l'adresse de la collectivité unique pour qu'à tout le moins, tous les arguments soient envisagés et confrontés. L'alternative vitale qui doit être proposée par le monde du travail, passe dans tous les cas de figure par la mise en chantier de réflexions, d'analyses et de mobilisations avec la construction d'un mouvement regroupant les femmes et les hommes prêts à s'engager dans la seconde étape de la lutte : l'émancipation sociale contre toutes les formes d'aliénation.

A Manca, le 11 décembre.

# POLOGNE Les fascistes « photogéniques » ne sont pas le problème

En Pologne, à l'ombre du pouvoir exercé par le Parti droit et justice (PiS), l'extrême droite se renforce. Une fois par an elle organise ses grandes bacchanales: la « Marche de l'indépendance » qui se déroule le 11 novembre (anniversaire de l'indépendance de la Pologne en 1918). Chaque année la police estime le nombre de participants à au moins 60 000 personnes.

Ces marches ont commencé en 2010 et, durant six ans, ont eu lieu sous un gouvernement libéral qui ne les condamnait pas. Cette année le Parlement européen a « invité » le gouvernement polonais « à prendre les mesures appropriées et à condamner fermement [cette] marche xénophobe et raciste ». Il est vrai que lors de la dernière marche, la composante ouvertement fasciste ou nazie était plus visible que précédemment, mais ce n'était pas un saut qualitatif: cette marche a toujours été xénophobe et raciste.

## Montée du nationalisme et du racisme

On sait déjà que, l'année prochaine, le Black bloc nationaliste sera exclu de la marche. Il ne sera plus possible de faire les photos compromettantes qui ont fait le tour du monde. Mais cela ne changera rien. Car le véritable problème n'est pas ce groupuscule « photogénique »... La Pologne s'est relativement bien tirée de la crise mondiale de 2007-2008. Bien que les nuages d'orage s'accumulent à l'horizon, pour le moment le chômage décroît, les salaires montent, la croissance économique est supérieure aux prévisions. Mais on voit une montée du nationalisme et du racisme (antisémitisme, islamophobie, « ukrainophobie », germanophobie, hostilité envers les migrantEs), ainsi que de l'homophobie et de l'anticommunisme, dans un pays où il n'y a pratiquement plus de communistes.

## POLOGNE: LA FIN DE LA DÉMOCRATIE?



Le culte des « soldats maudits » – les combattants, souvent d'extrême droite, de la résistance armée anti-communiste des années 1940 – est le fondement de la politique historique du pouvoir actuel. Le PiS propage le modèle de la famille patriarcale comme base de sa politique sociale. Le ministère de la Justice a cessé de financer les numéros d'alerte pour les femmes victimes de violence au sein de leur famille. La menace du durcissement de la loi d'interdiction de l'avortement, déjà très restrictive, plane toujours. L'accès à la pilule du lendemain a été radicalement limité.

## Démocratie en danger

Les acquis démocratiques sont en grand danger en Pologne. La droite conservatrice au pouvoir porte une

grave atteinte à un principe fondamental de la démocratie bourgeoise: la séparation des pouvoirs. La paralysie du Tribunal constitutionnel a provoqué à partir de la fin de l'année 2015 une vague de protestations de masse, dirigés par les milieux libéraux d'opposition, qui ont créé le Comité de défense de la démocratie (KOD). L'été dernier, trois nouvelles lois menaçant l'indépendance du pouvoir judiciaire ont provoqué de grandes manifestations et une fracture au sein du parti dirigeant. Sous la pression de la rue, pour la première fois renforcée par les jeunes générations, le président de la République, Andrzej Duda, a mis son veto sur deux de ces lois. Il a ainsi ouvert une crise dans les rapports entre le chef de l'État et son parti et une crise personnelle avec le président du PiS, Jaroslaw Kaczynski.

# PAYS BASQUE « La paix ne se fera que si la question des prisonniers trouve une solution juste »

Entretien. À l'issue de l'importante manifestation de soutien aux prisonniers basques du samedi 9 décembre, nous avons rencontré Juan Salazar Fagoaga, militant du Comité de solidarité avec le peuple basque à Paris.

Tu as participé à l'organisation de la manifestation de samedi dernier. Quelles sont les revendications portées par celles et ceux qui ont défilé dans les rues de Paris ?

Les 11 000 manifestants, venus du Pays basque mais aussi de nombreux franciliens, ont dit au gouvernement que la paix en Pays basque, véritable et définitive, ne se fera que si la question des prisonniers trouve une solution juste. La conférence d'Aiete le 17 octobre 2011 a adopté une feuille de route en cinq points. Le premier était la demande faite à l'ETA de déclarer la fin de ses actions armées et un dialogue sur les conséquences du conflit. Trois jours plus tard l'ETA répondait positivement et a tenu parole. Mais sur les autres points, qui demandaient aux gouvernements français et espagnol d'accepter ce dialogue et de traiter de la question de toutes les victimes, on n'a pas avancé, ils ont été sourds à ces recommandations et à la demande de la société basque. Concrètement, les manifestants ont réclamé au gouvernement français

la fin du statut de « détenu particulièrement signalé »<sup>1</sup> appliqué à la plupart des prisonniers, leur rapprochement et regroupement près du Pays basque, la libération conditionnelle de celles et ceux qui y auraient droit si le droit commun leur était appliqué. Ces mesures urgentes s'inscrivent dans le cadre d'un règlement global et définitif du dossier des prisonniers. 62 sont dispersés dans 20 prisons françaises, très loin du Pays basque, certains gravement malades comme Ibon Fernandez Iradi qui est maintenu en prison malgré deux expertises médicales concluant à l'incompatibilité de son état avec la détention.

## En quoi la situation a-t-elle évolué ces derniers mois ?

Le processus était bloqué depuis 2011. Pourtant de nombreux pas ont été faits. L'ETA en 2014 a mis hors d'usage une partie de son armement, sous le contrôle de la Commission internationale de vérification. La société civile basque et



© ARTISANS DE LA PAIX

des organisations comme la LDH, Bake Bidea, le Forum social<sup>2</sup> ont organisé une conférence humanitaire pour la paix à l'Assemblée nationale en 2015. L'événement qui a permis une évolution de cette situation a été l'action menée par ceux que l'on a ensuite nommés les artisans de la paix à Louhossoa, le 16 décembre 2016. Des figures connues de la société civile, et Michel Tubiana, président d'honneur de la LDH, ont entrepris de neutraliser une partie de l'armement de l'ETA, l'État français refusant de s'engager dans ce processus. Cinq ont été arrêtés, et il y a eu une

## La gauche quasiment absente

La Pologne est profondément divisée entre deux camps. Le PiS, parti nationaliste et clérical, plutôt petit-bourgeois que bourgeois, dispose d'un soutien important chez les personnes âgées, les moins instruites, les plus catholiques, vivant plutôt dans les villes provinciales petites et moyennes. Il est clairement majoritaire parmi celles et ceux dont les revenus sont les plus bas. L'autre camp regroupe les forces libérales, démocratiques et laïques, qui s'identifient en général avec l'Union européenne et y voient un appui contre le nationalisme: d'où les drapeaux européens dans les manifestations en défense de la démocratie. Le 11 novembre dernier, la manifestation antifasciste appelée contre la « Marche de l'Indépendance » par la petite gauche radicale sous les drapeaux rouges et noirs, a été rejointe par des démocrates avec des drapeaux... de l'UE.

La gauche, très faible, est quasiment absente de la confrontation qui polarise le pays. Elle s'est habituée à dénoncer un gouvernement libéral et continue de dénoncer principalement les partis libéraux, en dépit du fait que ce ne sont plus eux qui gouvernent. Elle boude le mouvement démocratique de masse, dans lequel elle voit la direction libérale, mais n'aperçoit pas les masses. Il n'est donc pas surprenant que dans la dure lutte qui se déroule en Pologne la gauche ne compte pas.

À Varsovie Katarzyna Bielinska et Zbigniew Marcin Kowalewski

# CONNECTICUT (USA) Victoire pour les employés du Hilton de Stamford

Les employéEs de l'hôtel Hilton de Stamford (Connecticut) viennent de remporter une écrasante victoire contre la direction en faisant reconnaître leur syndicat UNITE HERE par un vote, le 4 décembre, de 110 pour et 5 contre (sur 125 employéEs). Une victoire exemplaire.

Aux États-Unis, pour entamer une négociation collective portant sur les conditions de travail, il est nécessaire de disposer d'un syndicat qui parle au nom de toutes les salariéEs. Pour avoir un syndicat, 51% des salariéEs doivent se prononcer en sa faveur lors d'un vote dans l'entreprise.



DR

## Une campagne intense

Pendant les trois semaines de la campagne électorale au Hilton, le conflit entre les salariéEs et les patrons a été à son paroxysme. D'un côté, le syndicat a organisé des réunions de salariéEs de manière constante, de tout l'hôtel mais aussi par département, des petites manifestations et happenings. De l'autre, la direction de l'hôtel a embauché des sociétés de conseil spécialisées dans la lutte antisyndicale avec des avocats, des psychologues, des vigiles armés: l'entreprise a dépensé plus de 1 million de dollars! Elle a aussi convoqué les employéEs à des entretiens individuels en les soumettant à une intense pression psychologique pour qu'ils lâchent le syndicat.

## La force des travailleurEs

La majorité des travailleurs du Hilton sont des femmes, généralement immigrées. Beaucoup viennent d'Haïti et de Colombie. Stamford est une ville riche, siège de plusieurs grandes entreprises qui profitent de la proximité de la ville de New York et de la fiscalité très avantageuse pour les entreprises du Connecticut. Comment ne pas faire le lien entre les millions de dollars qui sont brassés et la pauvreté des travailleurEs qui y triment ?

Pourquoi les employéEs voulaient-ils un syndicat ? À l'hôtel Hyatt situé dans la ville voisine de Greenwich, les femmes de chambre doivent faire le ménage dans 18 chambres par jour. Au Hilton, elles doivent en nettoyer 40 (!) par jour, devant parfois pointer comme si elles étaient sorties après les huit heures réglementaires et continuer de travailler sans être payées. La comparaison est la même pour tous les services. Mais la revendication principale des salariéEs, c'est d'être respectés par la hiérarchie, notamment avec ce chef qui aux cuisines insulte en permanence les employéEs.

## Une victoire qui en appelle d'autres...

La victoire des employéEs du Hilton de Stamford n'est pas seulement la leur mais aussi une victoire pour tout le mouvement syndical. À l'heure où plus des 3/4 des campagnes pour la reconnaissance d'un syndicat sont des échecs, où Trump est à l'offensive contre les droits sociaux et démocratiques, et où la bureaucratie syndicale, endormie par l'inaction, le soutien aux Démocrates et des salaires confortables, prétexte qu'il est impossible de gagner, le modèle de syndicalisme démocratique illustré par la lutte du Hilton doit donner confiance aux militantEs. Si le syndicat refuse de pactiser avec le patronat, si les salariéEs sont impliqués dans la prise de décision et sont moteurs dans la campagne, alors les millions de dollars dépensés pour lutter contre les travailleurEs ne font pas le poids.

Stan Miller



Le prochain congrès du NPA aura lieu en février 2018. Le débat est donc ouvert dans notre organisation et, comme les règles démocratiques inscrites dans nos statuts le permettent, plusieurs plateformes se sont constituées, qui s'expriment ici.

# CONGRÈS NATIONAL DU NPA

## PLATEFORME U UN NOUVEAU SOUFFLE POUR LE NPA

Le NPA n'a pas de majorité stable. Il en a résulté une difficulté à mettre en place des orientations sur la longue durée, des campagnes, des choix tactiques rapides. Dans le contexte d'une situation politique et sociale difficile, cela a déstabilisé de nombreux militantEs, même si dans le même temps, d'autres nous ont rejoints, qui participeront à leur premier congrès.

### S'appuyer sur la campagne Poutou

Heureusement, nous avons réussi la campagne Poutou, qui a affirmé la présence d'un ouvrier anticapitaliste démarqué des politiciens professionnels et la nécessité pour les exploités de s'organiser. Cela nous a permis d'être reconnus politiquement et comme un point d'appui pour les mobilisations. Notre écho, que reflète la popularité de Philippe, a largement dépassé notre score. Cela nous a aidés à nous lier avec des équipes militantes, dans les entreprises, en solidarité avec les migrantEs, les mobilisations écologistes, internationalistes, antiracistes, féministes...

Dans cette campagne, nous avons défini une orientation pour tout le parti, qui parte

des préoccupations des classes populaires en défendant la rupture avec le capitalisme.

### Combiner unité d'action, débat politique et affirmation du programme

La crise du mouvement ouvrier et l'offensive du gouvernement et de la bourgeoisie nous donnent une responsabilité : réinvestir les organisations de notre classe, participer aux débats qui traversent la gauche radicale et réformiste, construire les mobilisations, en partant du niveau de conscience de notre camp social, victime d'un rapport de forces profondément dégradé. Comme pour la loi travail, nous défendons la nécessité de l'unité des organisations politiques, syndicales, des collectifs, un plan d'action unitaire pour gagner, par un mouvement d'ensemble, le blocage de l'économie, la grève générale.

Nous avançons également notre programme. Comme le disent nos principes fondateurs, « il faudra une révolution sociale pour abattre le capitalisme ». Mais la construction du parti révolutionnaire indispensable au renversement du système capitaliste nécessite des formules populaires pour

convaincre : des revendications anticapitalistes ou la formule de « représentation politique pour les exploités » qui fait le lien entre la nécessité de l'indépendance de classe, de s'organiser, et la question du parti.

### Relancer le NPA

Notre regroupement, issu de diverses sensibilités, vise, sur ces bases politiques, à relancer le NPA, ses commissions, ses collectifs de travail, sa presse, en particulier dans les entreprises, les quartiers populaires et la jeunesse, pour l'activité féministe, antiraciste, internationaliste et écologiste. Les discussions doivent aboutir à l'action commune, à des campagnes, des meetings, à la sortie de matériel... à construire une direction pour tout notre parti, ce que ne permettront pas les 6 autres plateformes issues de l'éclatement de l'ancienne position A.

Une majorité rassemblée autour du texte U permettra de faire sortir le NPA de sa crise et, dans la foulée de la campagne Poutou, de repartir de l'avant.

Olivier Besancenot, Cathy Billard, Sandra Demarcq, Antoine Larrache, Christine Poupin, Philippe Poutou

## PLATEFORME T RÉARMER ET REFONDER NOTRE PARTI: POUR LE POUVOIR DES TRAVAILLEUR-E-S, VERS LE COMMUNISME AUTOGESTIONNAIRE

Depuis le dernier congrès, une nouvelle majorité s'est progressivement constituée pour prolonger la ligne suivie depuis la création du NPA. Au nom de l'objectif d'un « parti large », elle a entretenu le flou sur nos réponses politiques. Cette ligne n'a pas permis de relancer la construction du parti malgré l'écho de notre campagne présidentielle et la popularité de nos porte-parole. Alors que la « France insoumise » a pris au sérieux la nécessité d'écrire un vrai programme, multiplie les initiatives pour se construire, la majorité sortante est incapable de la moindre autocritique et propose simplement de « réaffirmer » le NPA. La gauche du parti est balkanisée : le sectarisme et le dogmatisme l'ont emporté sur nos propositions de construire ensemble une alternative à la direction. Malgré ce gâchis, nous refusons de nous résigner à un congrès pour rien. Notre démocratie interne est un bien précieux, et le congrès doit permettre de faire un pas en avant vers la refondation du parti.

Vouloir prendre « le meilleur des traditions du mouvement ouvrier », c'est aujourd'hui passer de l'anticapitalisme au communisme du 21<sup>e</sup> siècle, en se saisissant de toutes les questions. Ce n'est pas pleurnicher sur la crise du mouvement ouvrier (bien réelle) pour en conclure que la période ne nous permet pas de défendre ouvertement nos idées ! Nous devons travailler des réponses concrètes et précises afin de convaincre qu'une alternative communiste et autogestionnaire est possible, qu'elle est la seule issue positive pour notre camp social à la crise du système capitaliste et donc qu'il faut défendre systématiquement l'objectif du pouvoir des travailleurEs. Il ne s'agit pas de ressortir du frigo un programme communiste atemporel, mais d'élaborer un programme de transition précis et actuel, d'y intégrer pleinement l'antiproduktivisme, de mieux y intégrer les oppressions spécifiques, de proposer les moyens concrets que devrait mettre en œuvre un gouvernement des travailleurEs, de lever le tabou de la rupture anticapitaliste

avec l'UE... Nous devons confronter notre projet avec celui des réformistes et expliquer que ce dernier conduit à une impasse. Dans un capitalisme en crise, il n'y a pas de marge de manœuvre pour des réformes sociales ; pour sortir de l'austérité, il faut s'attaquer aux structures fondamentales du système : la propriété et les institutions capitalistes.

Il faut définir une politique d'intervention commune dans les luttes, pour stimuler l'auto-organisation, réaliser le front unique des organisations, défendre l'objectif de la grève générale et donc combattre les états-majors des défaites : les directions réformistes, syndicales comme politiques. Depuis sa création, le NPA a défendu les grèves, mais il a refusé d'affronter publiquement les bureaucraties syndicales et de prendre des initiatives pour organiser celles et ceux qui se battent pour la grève générale. Il a même gardé ses distances avec le Front social, alors qu'il faut le construire pour rassembler les syndicalistes de lutte et les secteurs combatifs !

## PLATEFORME V PAS DE CONGRÈS SANS BILAN

Quasiment dix ans après sa fondation, force est de constater que le NPA n'a pas atteint l'objectif qu'il se fixait. Le congrès est l'occasion, afin de définir une orientation politique pour la période, de revenir sur certains bilans. Ainsi, il est important de comprendre la responsabilité de la majorité de la direction actuelle du NPA. Les camarades qui prétendent aujourd'hui diriger majoritairement le NPA ne se préparent pas à des bouleversements révolutionnaires. Ils estiment que la période est trop marquée par un rapport de forces favorable à la bourgeoisie. L'heure serait de construire une « alternative politique », une « nouvelle représentation politique des exploités et des opprimés », sur la base d'une politique d'interpellation des appareils réformistes. Durant la mobilisation contre la loi El Khomri, le NPA n'a joué aucun rôle significatif en tant qu'organisation du fait de sa faible implantation mais aussi en raison de l'absence d'une orientation pour le mouvement, alternative à celle des

directions syndicales. Ces camarades ne voient plus forcément l'intérêt de défendre activement le dépassement de la politique des directions syndicales par l'agitation autour du mot d'ordre de « tous ensemble », ni de le mettre en pratique dans les secteurs où nous sommes implantés. À la place, cette direction a développé une hypothèse stratégique problématique : celle visant à combiner des victoires sociales d'ampleur avec l'accès au pouvoir de partis se réclamant de la gauche antilibérale ou anti-austérité, hypothèse qui a conduit à présenter la victoire de Syriza en Grèce comme une victoire pour les classes populaires ou de défendre l'idée qu'une présence de Mélenchon au second tour aurait changé bien des choses. C'est surtout l'échec de cette orientation qui conduit aujourd'hui à la paralysie organisationnelle et la faiblesse programmatique du NPA.

### Construire un parti pour influencer la lutte des classes

Le symptôme de cette orientation a été la campagne autour

de Philippe Poutou. Si l'on peut se réjouir des prestations de notre candidat face aux candidats de la bourgeoisie, de manière générale le NPA s'est surtout posé dans cette campagne comme observateur, sans rien proposer en termes de perspectives de lutte réelle contre le patronat. Le parti apparaît comme tétanisé à l'idée de disputer à la gauche réformiste ou aux directions syndicales la représentation des intérêts de notre classe. Dans ce congrès, la plateforme V propose à l'ensemble des militantEs du NPA de renouer avec une organisation qui cherche à influencer la lutte des classes avec une politique d'implantation dans le monde du travail et la jeunesse, avec un parti qui prenne des initiatives pour tenter de dépasser les contradictions de la situation. Par exemple, c'est ce que nous tentons de faire avec le Front social comme regroupement d'équipes militantes combattives et critiques au-delà des rangs de l'extrême gauche pour favoriser leur convergence dans l'action.

## PLATEFORME W **CONSTRUIRE LE NPA DANS LE MONDE DU TRAVAIL ET LA JEUNESSE**

**L**e NPA n'est pas en grande forme et personne ne peut expliquer nos difficultés par l'échec des dernières mobilisations. Au lieu d'être offensifs politiquement, nous sommes comme paralysés par la crainte de nous retrouver seuls en affirmant, comme parti, notre propre politique, une politique de classe pour le monde du travail et en tissant sur cette base des liens politiques autour de nous afin de construire le NPA. Notre plateforme veut inviter l'ensemble des camarades à voir les choses en face : pour s'implanter, construire, recruter, intervenir dans la classe ouvrière et les luttes, il faut une orientation claire d'un parti révolutionnaire à l'opposé de la recherche de raccourcis, « front unique », « front social et politique » ou « front social » tout court, dans lesquels le NPA risque de diluer sa propre politique. Il n'est pas vrai que les luttes passent forcément par l'unité, qui mettrait « en mouvement notre camp social ». Il ne faut pas confondre l'unité des travailleurEs dans leurs luttes et l'unité des appareils

politiques et syndicaux. C'est le plus souvent l'inverse : l'unité de la gauche et des appareils syndicaux a souvent freiné ou désorienté les mouvements de colère. Et cette recherche, sans cesse déçue, de l'unité des appareils nous met à la remorque des forces politiques réformistes qui sont là pour canaliser la révolte dans l'impasse institutionnelle. On le voit aujourd'hui dans l'État espagnol où les mouvements des Indignés sont récupérés d'un côté par l'électoratisme de Podemos, de l'autre par le nationalisme catalan. Comme hier Syriza, Corbyn et Sanders, même si leurs relatifs succès électoraux traduisent le fait qu'un milieu cherche une issue politique à gauche, se posent en recours possible pour la bourgeoisie. Notre tâche prioritaire est de nous donner les moyens d'organiser les travailleurEs sur des bases politiques d'indépendance de classe et révolutionnaires, de disputer la direction des luttes aux appareils. Ce qui implique de ne pas faire de « l'unité » dans l'absolu l'alpha et l'oméga de notre politique. Même si bien évidemment nous devons être

prêts à faire l'unité, voire à en prendre l'initiative, dans le cadre des luttes, avec les autres courants qui y participent, sur la base des objectifs de la lutte en cours. Mais tout en gardant notre indépendance et en œuvrant pour que ceux qui sont en lutte s'organisent et dirigent eux-mêmes leur mouvement. Pour mettre en œuvre une telle politique, nous avons des points d'appui dans le travail déjà engagé par bien des camarades et des comités, dans l'écho qu'a rencontré la campagne de Philippe, l'ouvrier candidat. Face à la capitulation des directions syndicales ou au populisme de gauche de Mélenchon, bien des travailleurEs cherchent des réponses, des perspectives. Il est de notre responsabilité de les construire avec eux pour préparer les luttes de demain. Cela veut dire faire exister partout où nous sommes notre programme révolutionnaire, socialiste, communiste, internationaliste, pour l'émancipation du monde du travail, des exploités et contre toutes les formes d'oppression et de discrimination. **Équipe d'animation de la W**

## PLATEFORME X **UN CHOIX RÉALISTE : QUESTIONS DE MÉTHODE**

**L**a plateforme X est la seule (avec la PY) à ne pas être le simple prolongement de tendances déjà existantes. Nous avons pris un risque : celui de discuter autrement les problèmes politiques qui viennent nous percuter. On verra alors qui est utile.

### Trois orientations et sept plateformes

La première est représentée par plusieurs PF qui prétendent faire de la campagne Poutou le point de départ de leur raisonnement. La PU prétend l'incarner mais la concurrence est rude. Pour la PZ, elle est le point de départ à partir duquel il sera possible de « construire un NPA ouvrier et révolutionnaire ». Pour la PW, l'enjeu est de « renforcer les acquis de la campagne Poutou ». La PY veut quant à elle ressusciter le fantôme de la PFA car ce serait « grâce à la PFA que la campagne Poutou a été décidée et qu'elle a pu par la suite entraîner largement le parti ». Au final, chacun a sa recette pour continuer... mais dans des directions variées, voire opposées. Du coup, c'est la démarche qui pose question :

au-delà du « succès », on fait quoi pour résoudre nos problèmes ? L'autre orientation ressemble plutôt à une pierre philosophale : le bon programme pour les unEs ou l'action à tout prix pour les autres. Pour la PT, il faudrait « réarmer » le parti notamment sur les « oppressions spécifiques » et l'Union européenne. Pour la PV, tout passerait par le Front social, il serait même « la démonstration qu'il existe une avant-garde des luttes ». Il suffirait donc de vouloir pour pouvoir. C'est ignorer largement la complexité et les difficultés de la période. Pour nous, il faut discuter autrement.

### Le sursaut ou la répétition ?

En 2002, LO et la LCR avaient gagné une influence, électorale mais pas seulement. Dix ans plus tard, malgré la création d'un « nouveau » parti anticapitaliste, c'est Mélenchon qui raflait la mise. Il l'a amplement confirmé depuis avec la FI. Les réformistes plus que les révolutionnaires ont su proposer leurs solutions et convaincre. C'est notre première divergence : il y en a assez des

formules rassurantes qui prétendent « relancer » le NPA sans prendre la mesure de ce qu'il y a d'inédit et de compliqué dans la période actuelle. Nous avons bien sûr nos partis pris : aider à organiser le monde du travail sur des bases politiques indépendantes, révolutionnaires, communistes, internationalistes, et disputer la direction des luttes aux appareils. Mais il ne suffit pas d'aligner les formules, toutes plus révolutionnaires les unes que les autres, pour trouver le bon chemin. On ne fait pas face à l'inédit avec de la répétition. Si nous sommes autant en difficulté, ce n'est pas uniquement à cause du niveau de conscience ou de combativité du prolétariat. Nous avons un vrai problème d'élaboration et de sérieux dans notre argumentation, comme dans le choix de nos priorités. Nous avons donc voulu montrer dans notre texte à quel point notre intervention est en difficulté parce que notre boussole ne va pas bien non plus. On n'a certes pas toutes les réponses. Mais sans les bonnes questions, on n'en aura aucune.

**Jean-François Cabral (CPN-93)**

## PLATEFORME Y **POURQUOI UNE PLATEFORME Y À CE CONGRÈS ?**

**N**ous sommes plusieurs camarades issus de trajectoires différentes : certains d'entre nous ont appartenu à des courants, d'autres pas. Nous sommes intervenus au sein de la PFA pour pousser à ce qu'elle présente une plateforme commune au Congrès. Ce projet initial ayant échoué, nous avons finalement décidé de présenter une plateforme autonome. Selon nous, la raison de cet échec s'explique en partie par le renoncement de certaines tendances à s'unir pour se penser en direction alternative du NPA, et cela au profit unique de leurs intérêts d'autoconstruction, les réduisant ainsi à l'impuissance politique, avec l'illusion chez chacune qu'elles constituent l'embryon du parti dont notre camp a besoin. Nous nous sommes de notre côté regroupés autour de constats et d'expériences politiques communes. Il nous semble en effet sain de pouvoir participer aux débats les plus importants du parti sans avoir au préalable à se fonder comme courant organisé. Ainsi, pour nous, les débats qui avaient cours au moment

de la création du NPA ont été tranchés par la réalité : la capitulation de Tsipras et de Syriza signe l'échec des mots d'ordre de gouvernement anti-austérité ; le succès de la campagne Poutou démontre qu'afficher clairement un profil de classe, ouvrier, permet de donner un écho aux idées anticapitalistes ; enfin, malgré des attaques sociales sans précédent, le mouvement contre la loi travail 1 montre que notre classe a encore la capacité de se mobiliser, et que nous devons être prêts à intervenir pour lui proposer une stratégie pour gagner. Or, face à tous ces éléments, le NPA ne parvient pas à tirer les leçons de ses presque 10 années d'existence. Son projet initial, flou politiquement, ne peut exister s'il ne se démarque clairement des réformistes, en particulier de la FI, qui laisse pourtant un vaste espace politique à occuper. Pour avancer, le NPA a donc besoin de clarifications que ne contient pas le texte U, qui couvre qui plus est des désaccords importants parmi ses signataires, si bien qu'il est probable que la « direction » qu'il entend constituer se

retrouve rapidement paralysée, perpétuant la situation délétère dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Mais le NPA a besoin également de volonté de le construire comme outil révolutionnaire, notamment en relançant la structuration et l'intervention quotidienne sur les entreprises (CILT), dans la jeunesse (secteur jeune), dans les mouvements sociaux (commissions), en nouant par lui-même des liens internationaux, et aussi en animant des campagnes politiques régulières. Pour cela, il est nécessaire de se saisir du Congrès pour dresser un véritable bilan des orientations précédentes du NPA, de leur échec, et de proposer une nouvelle orientation. Nous nous adressons à l'ensemble des camarades du NPA : une opportunité de construction est ouverte depuis le printemps 2016 et le NPA ne doit plus passer à côté. **Alice (Bordeaux), Alix (Strasbourg), Aurora (Paris 1), Charles (Bordeaux), Gabriel (Cachan), Guillaume (Saint-Denis), Julia (Jussieu), Louise (comité ATIPIC), Sandro (Jussieu), Sean (Créteil), Tamara (Jussieu)**

## PLATEFORME Z **DES BILANS INCONTOURNABLES ET UN RASSEMBLEMENT NÉCESSAIRE**

**L**e principal débat politique du dernier congrès du NPA avait porté sur la possibilité qu'émergent en Europe, tout d'abord en Grèce autour de Syriza, ensuite peut-être en Espagne avec Podemos, des « gouvernements anti-austérité » dirigés par de « nouveaux réformistes ». La première minorité d'alors estimait, en accord avec les orientations de la IV<sup>e</sup> Internationale-Secrétariat unifié, qu'ils pourraient aller plus loin que les anciens réformistes dans un prétendu affrontement avec la bourgeoisie. La première tâche du prochain congrès sera donc de tirer un bilan de la débâcle de ces réformismes « particuliers » (auxquels on pourra ajouter les « progressismes » latino-américains, en particulier le soi-disant « socialisme du 21<sup>e</sup> siècle » de Chávez et Maduro), ainsi que des illusions entretenues envers eux par des secteurs de notre organisation. Les conclusions qui s'imposent pour notre pays sont que dans la lutte contre Macron et sa grande offensive néolibérale, le NPA doit intervenir sur une ligne totalement indépendante de La France insoumise et des

composantes de l'ex-Front de Gauche, en se construisant comme un parti non seulement opposé au capitalisme mais révolutionnaire, et s'efforçant de s'implanter prioritairement dans la classe ouvrière et la jeunesse. Les politiques de « front unique », qui permettent de « frapper ensemble », sont nécessaires et doivent être mises en avant chaque fois que possible, mais à condition de ne jamais oublier que l'on « marche séparément », c'est-à-dire que le NPA doit en permanence défendre toutes ses orientations, sans compromis avec aucune force réformatrice. C'est seulement ainsi que nous serons utiles à notre classe en l'aidant à reprendre confiance en ses forces, à développer, coordonner et centraliser ses luttes – qui vont inévitablement se poursuivre et se développer, malgré le reflux de la première vague de l'automne 2017. Il y a là-dessus dans nos rangs, dans la continuité de la campagne présidentielle menée avec Philippe Poutou, un accord assez large et sans doute majoritaire. Pourtant, il ne se retrouve pas dans la configuration des actuelles

plateformes. Nous le regrettons. La plateforme U, en ce sens, regroupe tout à la fois des camarades qui ont fait la campagne et d'autres qui ne l'ont pas menée, voire estimaient que voter Poutou ou Mélenchon était équivalent. Dans ce cadre, nous déplorons l'éclatement de la plateforme A, formée lors de notre dernière conférence nationale et qui avait permis de garantir le lancement pour la présidentielle d'une candidature indépendante, ouvrière et de lutte de classe. Nous continuons à penser que sur la base d'accords fondamentaux, en relativisant, donc, des divergences ponctuelles, par exemple l'appréciation de la politique suivie par le Front social (dont il faudrait faire un premier bilan) ou de nos différences vis-à-vis de ce qui constitue, de l'autre côté des Pyrénées, un mouvement de masse pour la République catalane (mouvement dont nous sommes solidaires), la gauche du NPA peut et doit se rassembler. La plateforme Z a été initiée par deux sensibilités de notre organisation, qui ont porté une telle démarche. Nous continuerons à la mettre en avant.

## GIRONDE

## Grèves dans la santé

Depuis une quinzaine de jours, les luttes se multiplient, à Bordeaux et alentours, dans le secteur de la santé.

Il y a d'abord eu 4 jours de grève à la clinique du Tondou avec un piquet d'une cinquantaine de salariéEs. Un coup de tonnerre dans cette clinique où il n'y avait pas eu de grève depuis 17 ans ! Malgré l'inexpérience, les grévistes se sont très vite organisés, trouvant des soutiens, popularisant leur mouvement et le prenant en main pour exiger des embauches. La direction a finalement lâché quelques heures ici et là dans les services, et s'est engagée à plus de respect des roulements. Elle a aussi accordé une prime de 130 euros ponctuelle (tout en refusant de payer les jours de grève). Aussi partielles soient-elles, ces avancées comptent et c'est surtout l'expérience de lutte, de démocratie et de solidarité qui a marqué les grévistes, avec la fierté de ce qu'elles et ils ont fait.



© NPA

## Congés de fin d'année supprimés

Le 7 décembre, c'est au CHU que des salariéEs de divers services se sont mis en grève. Les raisons de la colère : le décompte des heures lors des arrêts maladie pour les personnels en horaires dits « atypiques » (9 h, 10 h 30, 12 h...) depuis un changement de logiciel. Ces agentEs se retrouvent à devoir des heures, et plusieurs ont découvert qu'ils n'avaient plus de congés de fin d'année ! Une soixantaine de salariéEs se sont invités auprès de la direction, exigeant avec le syndicat SUD (à ce jour seul partie prenante de la grève) que le CHU leur rende leurs jours et applique la décision de la cour administrative d'appel de Marseille de juillet 2017, qui leur donne raison. Face au refus de la direction, l'AG a voté la grève à l'unanimité. Depuis, outre l'occupation du rond-point, les grévistes font le tour des services, s'adressent aux collègues des autres établissements de la région... et sont allés voir les autres syndicats pour les appeler à soutenir. La solidarité s'organise à travers les réseaux militants, dont le collectif de lutte 33, des sections syndicales locales, Solidaires, le NPA. Les visites de soutien se succèdent au piquet, dont celle de Philippe Poutou, très appréciée, ou du député local de la FI...

Et vendredi 8, c'est le personnel de l'hôpital de Libourne qui était en grève, à l'appel de la CGT, de SUD, de FO et l'UNSA, contre la remise en cause de l'accord RTT de 2002 et contre des projets de suppressions de postes. Autant d'expériences et de liens nouveaux très précieux. **Correspondantes**

## GARES SNCF

## Plus de 40 jours de grève pour les agents de nettoyage, et ça continue !

Le lundi 11 décembre, une nouvelle semaine de grève était entamée par les courageux et courageuses grévistes du nettoyage des gares SNCF dans la région nord Île-de-France.

Les grévistes tiennent bon et lundi matin, en assemblée générale, ils et elles ont voté de manière unanime d'exiger de la SNCF qu'elle cesse les poursuites engagées contre neuf d'entre eux : ce n'est pas par l'intimidation que les grévistes renonceraient à leur mouvement ! La SNCF a en réalité jeté de l'huile sur le feu en engageant des poursuites : une injustice qui met les grévistes encore plus en colère.

## Un nouveau souffle

Ils ne vont pas laisser tomber leurs collègues, d'autant plus qu'au cours des derniers jours la grève a trouvé un nouveau souffle, avec un large nombre de soutiens, dont des éluEs, des militantEs associatifs, politiques et syndicaux qui ont fait le déplacement samedi 9 décembre lors d'une manifestation organisée dans la ville de Saint-Denis, ou encore dimanche 10 sur le piquet de grève. Assa Traoré, du comité Adama, Éric Coquerel, député de La France insoumise, Philippe Poutou du NPA, Anasse, Patrick et d'autres syndicalistes pour SUD-Rail Paris Nord, de nombreux syndicalistes, des militantEs associatifs des différentes organisations comme Femmes en lutte 93, qui soutiennent les grévistes depuis le début, étaient également présents. La manifestation a été animée par la présence de la Fanfare invisible et par les prises de parole très émues des grévistes pour remercier les soutiens et dire qu'ils et elles sont prêts à lutter jusqu'au bout pour défendre leur dignité.

Le lundi 11 décembre, de nouvelles négociations ont eu lieu, mais la situation reste bloquée

LA SNCF ENVOIE LA POLICE CONTRE LA GRÈVE DES AGENTS DE NETTOYAGE



CHARMAG

## Philippe Poutou en soutien aux grévistes

Dimanche 10 décembre, Philippe Poutou est venu à la gare de Saint-Denis, sur le coup de midi, pour échanger avec plus d'une vingtaine de grévistes. Pendant plus d'une heure l'échange a été riche : récits de la mobilisation, témoignages très forts sur le mépris encaissé au quotidien en raison de l'organisation du travail, rapports conflictuels avec le donneur d'ordres, la SNCF, etc. Un moment de partage d'une expérience de lutte exemplaire, durant lequel Philippe a assuré les grévistes du soutien plein et entier du NPA, et de la disponibilité de ses militantEs pour soutenir la mobilisation.



© NPA

avec l'entreprise qui ne veut pas céder sur les dernières revendications, notamment la question de la prime de vacances que les grévistes demandent d'augmenter à 70%, le maintien de l'ensemble de l'effectif, ainsi que la demande d'une prime pour la remise en état des gares, après 40 jours où la

saleté s'est accumulée en raison de l'entêtement de la direction d'H. Reinier-ONET.

## Courage et détermination

Les jours qui viennent s'annoncent chargés, puisque la SNCF s'acharne sur les grévistes avec la convocation de neuf d'entre eux devant le tribunal administratif le mardi 12 et mercredi 13 décembre pour occupation illégale des locaux. Si les grévistes finissent par être condamnés, ils et elles risquent 1500 euros d'amende, plus une amende par gréviste à hauteur de 500 euros par jour « d'occupation ». Inadmissible lorsque l'on sait que 500 euros, c'est environ la somme qu'une salariéE en temps partiel touche chaque mois !

La SNCF essaie simplement d'humilier les grévistes et de leur faire payer la grève le plus cher possible. Après avoir envoyé la police pour nettoyer les gares par la force au milieu de la nuit, la boîte a recours aux poursuites judiciaires pour intimider les grévistes. Mais ces derniers sont bien conscients de cette volonté, et ont donc décidé de défendre leurs collègues et de rester solidaires jusqu'à ce que les convocations et les poursuites soient entièrement retirées !

Cette grève courageuse ne cesse de nous apprendre à quel point les salariéEs, même dans les secteurs les plus exploités, peuvent tenir tête à un géant comme ONET. C'est la force de la grève, la détermination et le courage des travailleurEs qui donnent le ton et qui leur permettront de gagner !

Laura Varlet

## GRENOBLE

## Les salariéEs de GE/Alstom toujours mobilisés

General Electric (GE) vient d'annoncer la suppression de 12000 emplois dans le monde, en plus des 345 de Grenoble menacés par un « plan de sauvegarde de l'emploi ». La conséquence d'une politique de rentabilité qui balaye toute préoccupation sociale et écologique.

À la fin des années 1970, il y avait 2 800 salariéEs sur le site de Grenoble. De restructurations en plans de licenciements, il n'en reste plus que 800. Supprimer encore 345 emplois directs, et au moins autant

d'indirects, c'est une catastrophe pour des centaines de personnes et de familles. La course à la rentabilité se fait sans la moindre considération pour les êtres humains qui assurent la création des richesses. Le mépris du gouvernement Macron et de la direction de GE/Alstom face aux exigences exprimées par les salariéEs est intolérable.

## Faire le choix des énergies renouvelables

Il est incroyable qu'à l'heure où presque tout le monde reconnaît l'urgence de mettre un coup d'arrêt au réchauffement climatique,

l'État laisse disparaître un site majeur du savoir-faire en énergie hydroélectrique ! Il ne s'agit évidemment pas de promouvoir les projets inutiles de barrages gigantesques, mais bien de produire une énergie au plus proche des besoins, propre et renouvelable. Il faut entretenir les installations existantes et promouvoir cette énergie en France et dans le monde. Pour cela nous avons besoin d'imposer des choix ambitieux en matière de production d'énergie, de disposer d'un service public, sous contrôle des usagerEs et des producteurEs pour

servir au mieux les besoins dans le respect de la planète.

## La solidarité pour imposer nos revendications

Les salariéEs ont manifesté, fait grève, bloqué leur usine... Afin d'élargir l'indispensable soutien, le NPA Isère a proposé la création d'un comité unitaire : les choix antisociaux et anti-écologiques nous concernent toutEs. C'est tout le mouvement social qui doit se mobiliser au côté des salariéEs de GE/Alstom pour empêcher le désastre industriel qui se profile dans le bassin grenoblois.

Correspondant



## NANTES

## Là-bas ils fuient la guerre, ici ils vivent à la rue

Ce sont des jeunes migrantEs venus pour la plupart d'Afrique subsaharienne, que la poésie administrative avait dénommés mineurs isolés étrangers (MIE), désormais mineurs non accompagnés (MNA).

L'hiver arrivant, les militantEs soutenant ces jeunes migrantEs – déboutés du droit d'asile par la préfecture – ont décidé d'occuper l'ancienne école des Beaux-Arts située en plein centre-ville de Nantes. Aucune structure et aucune solution n'avaient été trouvées pour

la soixantaine de jeunes à la rue. La réponse de la mairie socialiste fut ferme et rapide à l'issue d'une seule journée d'occupation : le 19 novembre, plus de 120 CRS ont évacué à coups de matraque les occupantEs pacifiques. La disproportion de l'intervention en a surpris plus d'un mais c'était sans compter sur

**SANTÉ****28% des actes médicaux sont-ils inutiles ?**

L'enquête a porté sur la fréquence, département par département, de cinq actes chirurgicaux : césarienne, pontage coronarien, chirurgie de la colonne vertébrale, pose d'un stent, chirurgie du cristallin. Elle montre des disparités considérables et, pour le moins, troublantes. L'écart peut aller de 1 à 30 pour le pontage coronarien. Il peut être de 1 à 20 dans le cas des césariennes.

**Logiques marchandes**

Cette étude statistique, qui porte seulement sur la chirurgie, ne démontre ni les conclusions ni les « chiffres » (les 28%) avancés par la FHF.

L'ampleur des écarts constatés laisse toutefois planer une forte suspicion d'actes chirurgicaux pratiqués sans discernement, voire totalement inutiles.

La FHF attire l'attention sur une réalité incontestable, conséquence de l'introduction de logiques marchandes dans le système de santé, et sur les dérives qu'elles engendrent. Un système confié à des acteurs privés, dont la rémunération dépend du nombre d'actes pratiqués et de leur « rentabilité », incite à la multiplication des actes, et au choix des plus lucratifs, ainsi qu'à la sélection des patientEs.

**Mutation du patient en client**

Cette logique a toujours pesé sur la médecine libérale « à l'acte » et les établissements privés commerciaux. Avec les réformes libérales des années 2000 et l'instauration de la « tarification à l'activité », elle s'est étendue aux établissements publics.

La pratique systématisée de la césarienne lors de l'accouchement, citée par l'étude, en fournit un bon exemple. Une intervention chirurgicale peut être nécessaire dans l'intérêt de la mère et de l'enfant. Son utilisation systématique relève, à l'inverse, d'une logique purement économique.

La programmation des accouchements à heure déterminée permet la réduction des coûts de personnel. La césarienne est, par ailleurs, un acte mieux valorisé, dans les barèmes, que l'accouchement simple (très peu « rentable »). Elle est donc plus rémunératrice pour l'établissement.

L'irrationalité d'un système faisant intervenir, de manière mal coordonnée, une multitude d'acteurs libéraux et hospitaliers, favorise la répétition d'exams ou d'actes inutiles, tout comme la mutation du patient en clientE, « consommateur » et non acteur, de ses soins.

**Une dénonciation dans quel but et pour quelles solutions ?**

La dénonciation d'un système qui produit les actes inutiles est justifiée. Encore faudrait-il que ce soit pour permettre à touTEs d'accéder à des soins pertinents, de qualité. Telle n'est ni la perspective de la FHF ni celle de la ministre Buzyn. Cette dernière a ainsi mis en avant le chiffre de 30% d'actes inutiles pour justifier l'accroissement de l'austérité budgétaire et les coupes dans les budgets hospitaliers, à l'occasion du vote de la loi de financement de la Sécurité sociale.

*Le chiffre a fait grand bruit. Il a envahi la « une » des médias pendant plusieurs jours. Selon une étude commandée par la Fédération hospitalière de France (FHF, émanation des directions d'hôpitaux), 28% des actes médicaux pratiqués en France seraient inutiles.*



DR

La « pertinence des soins » devient alors le paravent idéologique garantissant seulement un « panier de soins » très réduit. Au-delà, seuls celles et ceux qui en auront les moyens (par leur assurance complémentaire ou leur

fortune personnelle) pourront s'assurer des soins de qualité et même s'offrir, s'ils le veulent, les prestations les plus inutiles et les moins « pertinentes ».

*Jean-Claude Delavigne*

**COMMERCE À Carrefour, contre le « plan Bompard » et les licenciements**

*À l'appel du collectif CGT regroupant toutes les enseignes du groupe Carrefour (hypermarchés, supermarchés, entrepôts, proximité, banque), 300 salariéEs se sont rassemblés devant le siège à Massy-Palaiseau le 7 décembre.*

C'est une première riposte à la politique actuelle et aux projets du nouveau PDG Alexandre Bompard, contre des mesures pouvant entraîner la suppression de milliers d'emplois alors que le groupe a bénéficié de 1,19 milliard d'euros de transferts d'argent public.

**1200 emplois menacés**

La CGT estime à 5000 le nombre d'emplois qui pourraient être supprimés avec le plan « stratégique » annoncé pour le 23 janvier 2018. Les suppressions vont être importantes au siège Carrefour : sur 4000 postes, 1200 pourraient disparaître. Inquiétude également sur la location-gérance que le distributeur entend développer : « Avec ce système, les magasins concernés pourraient voir leur effectif diminuer de 20 à 30%. Les avantages sociaux seraient remis



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

en question avec la location-gérance ». Les réductions de personnel et la robotisation entraîneront une dégradation des conditions de travail. L'automatisation totale des stations-service pose la question de l'avenir des 200 personnes qui y travaillent. Plusieurs directeurs de magasin seraient aussi sur la sellette, pour ceux qui refuseraient la mobilité.

La CGT s'oppose à l'ouverture dominicale des hypers

Carrefour, qui vient d'être signée par FO et CFE-CGC, qui constituent à eux deux plus de 50% de représentativité syndicale. Pour mémoire, un accord national a été signé fin novembre, mais la décision de l'ouverture elle-même est renvoyée au niveau local, chaque magasin décidant d'ouvrir ses portes, ou non, le dimanche jusqu'à 13 heures. De nouvelles actions sont en préparation.

*Correspondant*

**CHU DE POINTE-À-PITRE****Une catastrophe évitée de justesse**

*Un hôpital complètement évacué de ses 700 patientEs et 500 salariéEs pour cause d'incendie, c'est du jamais vu ! C'est pourtant ce qui s'est passé à Pointe-à-Pitre en Guadeloupe le 28 novembre dernier.*

Un incendie s'est déclaré dans un local technique du CHU et a envahi l'ensemble du bâtiment de fumées toxiques. Les pompiers ont mis huit heures à maîtriser le sinistre. Aucun des équipements de protection incendie n'a fonctionné : ni l'alarme incendie, ni les extracteurs de fumée, ni les éléments coupe-feu qui normalement doivent séparer les différents services, évitant ainsi la propagation du feu. Un véritable scénario catastrophe qui s'est finalement soldé par un blessé grave. On a évité le pire.

**Mensonges de la ministre**

Les officiels se sont immédiatement précipités sur place, notamment la ministre de la Santé, Agnès Buzyn. Ils ont tous félicité le personnel pour sa discipline et son efficacité, ce qui est vrai, mais ont tous également évité de poser des questions sur la sécurité. La ministre a même eu le toupet de déclarer que tout avait parfaitement fonctionné, ce qui est une énorme contre-vérité.

L'hôpital de Pointe-à-Pitre est d'une vétusté avérée, absolument pas aux normes et manquant cruellement d'entretien. La commission de sécurité incendie avait délivré un avis défavorable en juillet 2015. Au vu de l'incendie, les travaux d'entretien élémentaires n'ont de toute évidence pas été réalisés. Il est vrai qu'en Guadeloupe comme en métropole, les hôpitaux sont victimes d'une politique drastique d'économies budgétaires. Le CHU n'est pas non plus aux normes antisismiques dans une région où les tremblements de terre font partie du quotidien. Un nouvel hôpital a vu sa première pierre posée et devrait ouvrir, si tout va bien, dans... 5 ans !

Des patientEs ont été évacués vers Basse-Terre, capitale de l'île, dans un hôpital où il a été, un temps, question de fermer en partie la maternité, et vers une clinique privée, située à proximité du CHU, sur la commune de Baie Mahault. Or, quelques jours plus tard, une coupure d'eau est intervenue pendant toute une journée sur la commune, privant d'eau cette clinique de secours. Résultat : 80 opérations ont dû être annulées !

Un hôpital de campagne militaire a été déployé pour quelques semaines, mais d'une toute petite capacité par rapport aux besoins.

On s'en doute, l'inquiétude est vive dans la population quant à ses conditions de soins.

*Régine Vinon*



DR

les calculs électoraux des prochaines municipales. Les militantEs ont alors pris la décision d'une occupation pacifique du campus.

**Un Carrefour plus qu'une occupation**

Une occupation sans écueils, dont l'organisation a été le mot d'ordre central. D'abord il fallait loger les jeunes migrantEs, les nourrir, les aider à se reconstruire. Ensuite, il fallait être visibles et rompre l'isolement. Enfin, en les entourant des équipes militantes étudiantes, il était possible de concevoir une protection relative tout en créant une pression sur la présidence d'université.

Une fois aménagées les salles du sous-sol de la Censive, un des bâtiments



DR

situé au milieu du campus de sciences humaines, c'est une petite Commune qui a vu le jour. Un garde-manger propre et

organisé pouvant nourrir des dizaines de personnes, des salles d'études avec des livres à disposition, sans oublier des commodités adaptées, des espaces de repos et un lieu de vie commun. Une fois la position consolidée, les jeunes sont venus plus nombreux chaque jour. La présidence d'université n'était pas enthousiaste mais ne voulait pas prendre la responsabilité d'une évacuation. Tout en demandant l'évacuation des locaux universitaires, elle a commencé à s'agiter auprès de la mairie et du département, qui est légalement responsable de l'accueil des mineurEs.

**La recherche de l'extension**

Le succès de l'occupation a fait venir d'autres migrantEs et l'espace de Censive est vite devenu exigu. Une idée a

été portée, celle d'occuper un château – plutôt une maison de maître – située sur le campus. Elle présentait le double avantage d'être une solution aux limites de place et d'avoir une portée symbolique, cette ancienne grande demeure ayant été celle d'un commerçant enrichi par le commerce triangulaire.

À l'initiative de doctorants en histoire et sociologie notamment, un appel de soutien en direction du milieu universitaire a été lancé. Non sans quelques tensions, l'appel a été largement appuyé par les organisations syndicales, du Sgen-Cfdt à Solidaires en passant par le Snesup. Un appel centré sur le droit à l'éducation et contre l'expulsion. Cela a suffi pour que la présidence fulmine. Des équipes visitent les cours pour présenter la lutte, avec souvent un

bon accueil, malgré parfois l'hostilité de certains professeurs et certaines filières. Qu'importe ! Il faut œuvrer à faire connaître ce combat légitime. On évoque l'idée de parrainages, tout en gardant à l'esprit une défense collective unie. Des professeurs seraient volontaires, des lettres ont été envoyées à des élus municipaux que l'on sait sensibles à ces problèmes. Quelques artistes, comme Dominique A, ont apporté leur soutien. À ce jour, rien n'est gagné et tout reste à conquérir. Les obstacles juridiques et administratifs sont énormes mais la principale difficulté est politique. Samedi 9 décembre, nous étions 1200 dans la rue à manifester, avec détermination et calme autour de nos frères et sœurs sans-papiers.

*Correspondant*

## **Les comités en action!**

### **Mourenx (64) Réunion publique avec Philippe Poutou.**

Une vingtaine de personnes ont répondu à l'appel du NPA Béarn (64), vendredi 8 décembre. Éric, ouvrier à Messier (Oloron), a introduit la réunion en évoquant la dégradation des conditions de travail dans son usine métallurgique et dans celles de la région où se succèdent les fermetures, comme Yara à Mourenx. Malgré les difficultés pour les salariéEs à défendre leurs droits, à lutter pour le maintien des emplois, la perspective reste celle d'une lutte d'ensemble pour interdire les licenciements et ouvrir les livres de comptes des patrons exploités et licenciers. François, infirmier à Arthez, a dénoncé les attaques contre les services publics, et montré leurs conséquences, en particulier dans la santé où les camarades ont participé aux mobilisations contre la fermeture de la maternité de l'hôpital d'Oloron.

Philippe Poutou, en intégrant les exemples locaux dans la situation plus globale de recul de l'ensemble du mouvement ouvrier, a posé la question de comment préparer la prochaine étape de mobilisation pour faire reculer le gouvernement et le patronat, en montrant toutes les possibilités de résistances, de mobilisations existantes, de grèves, et la nécessité de leur convergence. Il a développé notre objectif de construire un parti pour les luttes des travailleurEs et des jeunes, en toute indépendance des institutions, pour prendre nous-mêmes nos affaires en main.

Un militant de La France insoumise, venu discuter en toute camaraderie, a permis de mettre en évidence la nécessité de lutter ensemble sur le terrain face aux attaques que nous subissons, mais aussi de préciser les divergences dans les objectifs et les perspectives de la FI et du NPA. Le contact s'est établi pour poursuivre la discussion et se retrouver ensemble pour les mobilisations locales, comme celle en cours contre la pollution du site de Lacq.

Les discussions se sont poursuivies fraternellement autour d'un apéro... avec des rendez-vous pris par plusieurs présentEs pour s'associer à notre combat.

### **Quimper (29) En défense du logement social.**

La baisse des APL et l'attaque contre le logement social frappent de plein fouet les classes populaires, et particulièrement les plus précaires. C'est pourquoi, la CLCV, Habitat et Humanisme, l'UL CGT et les collectifs «Urgence, un toit pour tous» et «S'unir, pour ne pas Subir», dont fait partie le NPA avec une quinzaine d'autres partis, associations et syndicats, se sont mobilisés dans le quartier de Kermoysan, le plus populaire de Quimper. Des affichettes «Vive l'APL» dans tous les immeubles, et une conférence de presse unitaire ont permis de rassembler, avec des habitantEs de quartier, une cinquantaine de personnes le samedi 9 décembre.



Après le rassemblement et des prises de parole devant le centre commercial, dénonçant la politique de Macron, une manifestation/déambulation a parcouru les allées du quartier pour dénoncer aussi la démolition de logements sociaux et la vente au privé de plusieurs d'entre eux, alors que la liste d'attente des demandeurEs et des mal-logéEs ne cesse de s'allonger...

Un rassemblement, qui sans aucun doute en appellera d'autres.

## **Congrès d'Anticapitalistas**

# **Construire une organisation capable de répondre aux défis dans l'État espagnol**

**R**ajoy est déstabilisé par les affaires de corruption, mais se sert pleinement de la crise catalane pour tenter de se renforcer en exacerbant le sentiment nationaliste espagnol et en soutenant les secteurs les plus réactionnaires du pays. Dans ce contexte, Podemos tente de se poser comme alternative crédible sur le plan électoral, de façon assez similaire à ce que fait La France insoumise ici. Pour tenter d'obtenir un succès, sa direction tente de se rapprocher du PSOE, libéral et presque aussi grillé dans les classes populaires que le PS en France. Nos camarades interviennent à l'intérieur de Podemos depuis sa création. Ils et elles en ont même été parmi les fondateurEs à la suite du mouvement des Indignés, et se trouvent confrontés à des défis considérables, remplis de contradictions.

### **Mener des batailles dans Podemos**

Le premier est de développer une orientation différente de celle de la direction incarnée par Pablo Iglesias, lequel se rapproche sérieusement de l'aile la plus à droite de Podemos, dirigée par Íñigo Errejón, pour opérer un tournant vers le PSOE.

Le deuxième est de faire face à des responsabilités en tant qu'élus dans divers secteurs de l'État.



## **anticapitalistas**

*Le congrès d'Anticapitalistas, la section de la IV<sup>e</sup> Internationale de l'État espagnol, s'est tenu du 7 au 9 décembre. Le NPA y était invité: l'occasion de connaître davantage les débats des camarades dans le contexte des mobilisations en Catalogne et de l'usure du gouvernement Rajoy.*

Les camarades, qui sont moins d'un millier de militantEs, ont en effet obtenu plusieurs dizaines d'élus dans la dynamique du développement de Podemos. Ils et elles se retrouvent donc à devoir montrer que les révolutionnaires sont capables de répondre à cette situation – en particulier la position complexe de devoir gérer quelques villes – sans trahir les besoins des classes populaires, et en résistant au danger de bureaucratisation. Un temps important de leur congrès était consacré à cette nécessité. Le troisième enjeu est de définir une orientation sur le problème de la Catalogne, combinant le soutien

au processus d'autodétermination sur place et des mots d'ordre qui permettent aux classes populaires de tout l'État de se solidariser.

### **Renforcer l'indépendance d'Anticapitalistas**

Le quatrième enjeu était un axe fondamental du congrès: la structuration d'Anticapitalistas. En effet, le recrutement de centaines de militantEs en quelques années, dans une situation politique qui reste difficile, nécessite des débats, de la formation. De plus, les menaces d'exclusion de la part de la direction de Podemos, la possibilité d'être écartés de tous

les postes à responsabilité et les grandes limites démocratiques de ce cadre poussent les camarades à accélérer une mutation pour leur permettre de se renforcer en tant qu'organisation. Il s'agit en particulier de structurer davantage l'intervention dans la jeunesse et sur les lieux de travail.

La prochaine période sera sans doute très agitée dans un État de plus en plus instable et où Podemos se retrouvera à plusieurs reprises à la croisée des chemins dans son rapport aux institutions et au PSOE. Les camarades s'y préparent.

**Antoine Larrache**

## **En images**

# **Le NPA en meeting à Paris**



Marc (Anticapitalistas). PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO



Olivier Besancenot. PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO



Oumou Gueye (SUD Rail-ONET). PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO



*Le 7 décembre, le NPA région parisienne organisait un meeting à la Bellevilloise (Paris 20<sup>e</sup>). L'occasion pour notre porte-parole Olivier Besancenot de tirer les bilans de l'échec de la mobilisation contre les ordonnances et de rappeler la nécessité de ne rien lâcher face au rouleau compresseur néolibéral, qui ne s'arrêtera que si nous parvenons à construire une riposte massive et unitaire. L'occasion aussi pour des acteurs et actrices des luttes (Holiday Inn, ONET, #MeToo, La Poste...) de montrer que les résistances, malgré le contexte difficile, s'organisent, et sont une source d'inspiration. À noter également l'intervention d'un camarade d'Anticapitalistas, qui nous a parlé des enjeux des mobilisations actuelles en Catalogne.*

PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO

## Jeunesse



### Harriet et la Terre promise, de Jacob Lawrence

20 euros chez Ypsilon

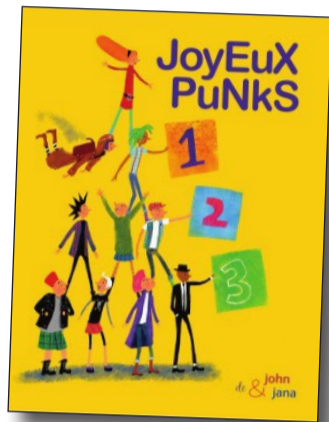
Harriet et la Terre promise est un livre pour enfants entièrement conçu par le peintre américain Jacob Lawrence. Écrit en vers, le texte de cet album aux couleurs vives, aux formes sculptées, raconte « l'histoire d'Harriet Tubman, née esclave dans le Maryland vers 1820, et de son échappée héroïque vers le Nord et la liberté. » L'œuvre de Jacob Lawrence explore l'histoire aussi intime qu'universelle, ses séries de peintures singulières retracent un événement ou reviennent sur une figure marquante de l'histoire américaine en général et du peuple noir en particulier.

### Joyeux Punks, de John et Jana

15 euros chez Goater

Cet album à compter a du rythme. On compte et on répète avec nos amiEs punk pour le grand concert du soir. Les enfants adorent. Les costumes, les cheveux et les animaux sont de toutes les couleurs.

C'est mignon, truculent, plein de joie de vivre. On est loin du travail, famille, patrie. « Les Joyeux Punks risquent de provoquer un tapage réjouissant. Un punk joyeux cherche ses amis, deux punks joyeux sont assis sur les marches, trois punks joyeux jouent de la musique ensemble... etc. Les punks dégingandés de John & Jana nous emmènent jusqu'au chiffre 12 et jusqu'à une grande fête peuplée de personnages étranges. »



### La Femme noire qui refusa de se soumettre, d'Éric Simard

8,95 euros chez Oskar

C'est la biographie de Rosa Parks, mais d'un point de vue inédit : celui de son sourire. Dans ce petit roman, construit de manière linéaire, on y découvre le parcours de cette femme qui a marqué l'histoire en refusant de se soumettre aux lois ségrégationnistes en Alabama. Dans ce livre, on y découvre à la fois un portrait de Rosa Parks, une part importante de l'histoire raciste des États-Unis, mais aussi la grandeur des mouvements noirs américains.



### Les Règles... quelle aventure!, d'Élise Thiébaud

12 euros chez La Ville brûle

Dans ce petit livre illustré, Élise Thiébaud continue sur sa lancée après Ceci est mon sang, suite au différents échanges qu'elle a eus avec ses lectrices, et se lance dans un livre pour ados, afin que les règles ne soient plus un tabou. Dans ce livre elle évoque, dit-elle, les règles, « mais aussi la sexualité, la liberté, la masturbation ou les mathématiques... Sans oublier la lune, les culottes menstruelles et la mayonnaise ! »



## BD

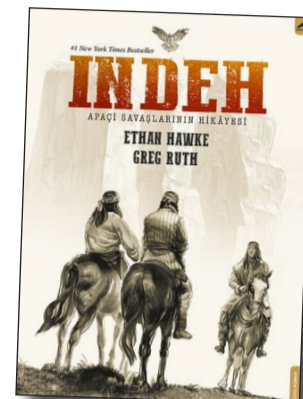
### Hip Hop Family Tree (coffret vol 1 et 2), de Ed Piskor

54 euros chez Papa Guédé

Premier volume de la saga culte d'Ed Piskor consacrée à l'histoire du hip-hop, ce comic book raconte la naissance dans le Bronx, à la fin des années 1970, d'un mouvement devenu planétaire. Il brosse les portraits de DJs, rappeurs ou graffeurs de légende comme AfrikaBambaata, DJ KoolHerc, Grandmaster Flash, Kurtis Blow, les Funky 4+1, le Sugarhill Gang, Run-DMC et Fab 5 Freddy. Avec une remarquable authenticité, il dépeint aussi les coulisses d'une industrie encore balbutiante et parvient à capturer l'atmosphère unique des nuits new-yorkaises de l'époque,



convoquant d'autres figures mythiques comme les Clash, Debbie Harry, Keith Haring et Jean-Michel Basquiat. La saga Hip Hop Family Tree se poursuit dans les années 1981-1983. C'est l'époque où le hip-hop sort des playgrounds et des



### Indeh, de Ethan Hawke et Greg Ruth

19,95 euros chez Hachette

Année 1872. Au cœur des territoires apaches – vaste région déchirée par des décennies de guerres –, Goyahkla, jeune et brave parmi les braves, vient de perdre sa famille et tout ce qui lui était cher. Une vision l'amène à rejoindre le chef apache Cochise. Il prend ensuite la tête d'une attaque contre le village mexicain d'Azripe, où il fait montre d'un courage insensé. Ce jeune guerrier est dès lors à jamais transformé : Goyahkla sera désormais Geronimo, héros de tous les Indiens d'Amérique du Nord.

Cette attaque n'est qu'un épisode d'un très long combat. Le mot Indeh, qui signifie « les morts » monte aux lèvres des Apaches, chaque fois qu'ils se battent contre l'ennemi et perdent des êtres chers, en défendant leur terre et leur culture.

### Un autre regard (1&2), d'Emma

16 euros le volume chez Massot

Plus besoin de présenter Emma, cette blogeuse qui peint la réalité de millions de femmes, avec des dessins simples et drôles mais surtout hyper pédagogos ! Mais Emma ne s'arrête pas là et met en BD des scènes d'actualité, ou des luttes... Avec ces deux premiers opus Emma nous permet de nous sentir moins seule et/ou de faire passer quelques petits messages par-ci par-là !

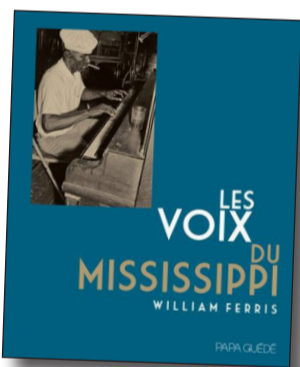
### Rosa la rouge, de Kate Evans

20 euros chez Amsterdam

Vous connaissez, Rosa Luxemburg ? Voici une BD, faite par Kate Evans, qui va vous raconter l'histoire de cette révolutionnaire hors du commun. Cette biographie en BD de Rosa est à la fois une BD dont chaque planche vaut le coup d'œil mais aussi le résultat d'un véritable travail historique, retranscrit en fin d'ouvrage. Une BD aussi belle qu'intéressante, et aussi intéressante que vraie. À touTEs les révolutionnaires : cette BD est faite pour vous !



## Beaux Livres



### Les Voix du Mississippi, de William Ferris

38 euros chez Papa Guédé

Au début des années 1960, le folkloriste William Ferris décide de sillonner les villes et les campagnes du Mississippi pour enregistrer le blues de sa région natale. Équipé d'un magnétophone, d'un appareil photo et d'une caméra, il parcourt les églises, les fermes cotonnières, les prisons et les clubs du delta. Il collecte ainsi des heures de musique – spiritual, blues, gospel, work chant – et les témoignages de la communauté noire, dans une Amérique encore ségrégationniste. Cet ouvrage, accompagné d'un CD et d'un DVD rassemblant les films et les enregistrements réalisés sur le terrain, présente les portraits de ces femmes et de ces hommes, tels que B. B. King, Willie Dixon et James « Son Ford » Thomas, qui ont façonné le blues.

### Refuzniks, de Martin Barzilai

20 euros chez Libertalia

Ils et elles s'appellent Tamar, Yaron ou Gal. ÉtudiantEs, agriculteurEs, postierEs, ancienEs officiers ou parlementaires, vivant à Tel Aviv ou à Jérusalem, âgés de 20, 40 ou 60 ans... Entre 2007 et 2017, le photographe Martin Barzilai a rencontré à plusieurs reprises une cinquantaine de ces IsraélienEs dits « refuzniks », qui refusent, pour des raisons politiques ou morales, de servir une société militarisée à l'extrême où le passage par l'armée est constitutif de la citoyenneté. En filigrane, ces refuzniks racontent l'histoire d'Israël, ses failles et ses contradictions, son caractère pluriel. Et dressent le portrait d'une société où tout devra être repensé pour construire un futur moins sombre.



### Encyclopédie pratique des mauvais genres, de Cécile du Chéné

28 euros chez Nada

L'Encyclopédie pratique des mauvais genres constitue un abécédaire illustré inédit qui réunit 26 récits nous immergeant dans l'univers d'artistes underground. Un récit par lettre de l'alphabet pour rentrer dans des mondes étranges et intimes. Dans ce livre, on découvre des modes de vie et des pratiques à la marge de notre société, avec des artistes qui nous les font découvrir avec poésie. Ce livre est tiré des chroniques radiophoniques de Céline du Chéné sur France Culture, et il est magnifiquement illustré.

### Tiens, ils ont repeint!, de Yves Pagès

19 euros à la Découverte

Pour lire les murs, hauts lieux d'expression politique, Yves Pagès nous propose un ouvrage qui suit la trace des murs de mai 1968 aux manifestations contre la loi travail. Il nous présente ici plus de 4 000 graffitis, de Paris à Berlin en passant par la place Tahrir. Les murs parlent, se répondent... c'est ce que permet en tout cas le livre de Yves Pagès, qui les regroupe par lieu, style, mouvement...

## Essais



### Blues et féminisme noir, de Angelas Davis

20 euros chez Libertalia

Blues et féminisme noir explore l'œuvre de deux blueswomen quelque peu oubliées : Gertrude «Ma» Rainey (1886-1939) et Bessie Smith (1894-1937). La première incarne le blues traditionnel, la seconde, le blues classique. Dévalorisée par les spécialistes du blues et du jazz – qui sont en général des hommes blancs –, l'œuvre de ces chanteuses porte un message spécifique : elle affirme la place et les revendications d'autonomie des femmes noires américaines. En analysant et en contextualisant les paroles de leurs chansons, Davis met en évidence les prémices du féminisme noir et les signes avant-coureurs des grandes luttes émancipatrices à venir. Elle montre que Ma Rainey et Bessie Smith furent les

premières rockstars de l'histoire de la musique : or elles étaient noires, bisexuelles, fêtardes, indépendantes et bagarreuses. Cette réflexion s'étire aux années 1940 en évoquant l'œuvre de Billie Holiday (1915-1959). Angela Davis réhabilite la conscience sociale de cette chanteuse d'envergure, trop souvent présentée sous le simple prisme des turpitudes de sa biographie.

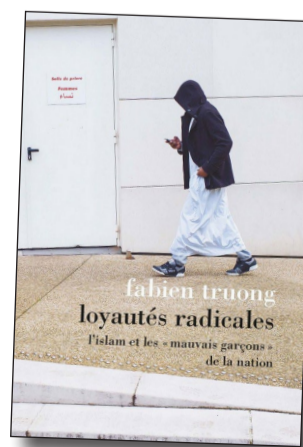
### Loyautés radicales, de Fabien Truong

20 euros à la Découverte

Immigrés de descendance, passés par la délinquance, musulmans par croyance : tel serait le portrait robot du nouvel extrémisme made in France. Dans cette enquête dense et sensible, nous embarquons

avec Adama, Radouane, Hassan, Tarik, Marley et un fantôme dont le nom s'est brutalement imposé au monde : Amedy Coulibaly. Pour espérer comprendre la terreur, Fabien Truong fait le pari de revenir sur Amedy et sa « vie d'avant », en gagnant la confiance des vivants.

Aux bords de la ville, ces garçons apprennent à devenir des hommes en éprouvant des loyautés concurrentes. Envers leur quartier, leurs copains et les non-dits de l'histoire familiale. Mais aussi envers la « nation » et son idéal méritocratique, et envers un capitalisme promouvant l'individualisme, la virilité et la compétition économique.



## COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie  
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,

mardi au samedi :

12 h – 20 h

# SOUSCRIPTION 2017 Et l'argent du NPA ?

## D'où vient-il ?

Le NPA n'a que deux sources de financement : les cotisations versées par ses membres, et les dons versés par ses sympathisantEs... et par certainEs de ses membres. N'ayant pas récolté plus de 1% des suffrages dans 50 circonscriptions lors des dernières législatives en 2017, soit le ticket d'entrée pour commencer à toucher l'aide de l'État, le NPA ne touche pas un centime d'argent public. Le NPA est donc dans une situation de totale indépendance financière. Mais si l'on ose dire, celle-ci a un coût. Car si le NPA n'a jamais voulu construire son budget courant à partir de l'aide publique touchée par le passé (2007-2012), pour justement préserver son indépendance structurelle vis-à-vis de l'État, celle-ci lui permettait tout de même d'avoir une trésorerie et d'assurer une certaine présence électorale. La philosophie était donc globalement la suivante : l'argent des militantEs et sympathisantEs allait au budget courant, l'argent de l'État « revenait » à l'État dans le cadre des différentes campagnes électorales. Grâce à ses recettes, le NPA est donc structurellement en capacité d'assurer ses dépenses courantes, mais rien de plus. Et nous n'avons pas de trésorerie. En clair, les sous sortent au compte-gouttes, au fur et à mesure qu'ils entrent...

## Où va-t-il ?

Pour fonctionner, notre parti doit imprimer un journal hebdomadaire et une revue mensuelle, des tracts, des affiches, des autocollants, et

des brochures. Il doit aussi en payer le transport et la diffusion. Des fournitures, des consommables et du petit matériel sont nécessaires pour « faire tourner la boutique ». Si la quasi-totalité des tâches sont prises en charge bénévolement, et ce à tous les niveaux, il doit malgré tout rémunérer quelques permanentEs indispensables au niveau central. Nos modestes locaux doivent être assurés, entretenus et leurs charges payées. Des salles et du matériel de sonorisation doivent être loués pour nos meetings. Notre présence à des échéances militantes, comme la fête de l'Humanité, ont un coût certain. L'organisation de notre université d'été, malgré les frais d'inscription des participantEs, est légèrement déficitaire. Un cabinet comptable et des commissaires aux comptes doivent être payés pour tenir et certifier nos comptes annuels, étape légalement cruciale. Poste très coûteux, les déplacements des militantEs pour les réunions internes, comme ceux de nos porte-parole, doivent être remboursés. Et pourtant, tout le monde voyage en classe éco et les frais de bouche n'existent pas... Redisons-le : si toutes ces dépenses courantes sont aujourd'hui couvertes, tout se joue sur le fil, tout est calculé au minimum, avec une capacité d'épargne quasi-nulle. Chacun de vos euros est donc précieux pour couvrir ce budget minimal. Comme chaque année, la campagne de souscription n'est pas un bonus mais un moyen indispensable pour boucler notre budget. Alors faites un don !



## L'image de la semaine



La souscription permet une déduction fiscale des deux tiers du montant versé :

**Vous donnez 3€, le parti en reçoit 3, l'État vous en reverse 2 !**

Moyennant un peu de patience avant le remboursement :

**Vous pouvez donc multiplier votre don par 3**

**DON EN LIGNE :**

<https://souscription.npa2009.org>

Adresse pour envoyer vos chèques :

**Npa souscription - 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil**

Ordre pour vos chèques :

**Npa souscription**

Limite de datation et d'envoi :

**Avant le 31 décembre à minuit**

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque :

**Precisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port**

Si deux noms apparaissent sur le chèque :

**Precisez à qui imputer le don**

## Vu ailleurs

### Les Échos DEHORS LES PAUVRES.

*Sièges séparés avec des accoudoirs, picots, grilles, plans inclinés... Ces dispositifs anti-SDF qui ne disent pas leur nom sont visibles partout en ville. La Fondation Abbé-Pierre a décidé de les répertorier et les dénoncer.*

*Des affiches ont été collées dans plusieurs lieux en France où a été installé ce genre de mobilier. « Ce n'est pas parce qu'on n'a plus rien qu'on n'a pas le droit de se reposer, de se laver, d'aller aux toilettes », s'indigne Christophe Robert, délégué général de la fondation Abbé-Pierre.*

*Avec une soixantaine, il était mercredi devant une agence de la banque LCL en plein cœur de Paris afin de placarder ces affiches scandant « Au lieu d'empêcher les SDF de dormir ici, offrons-leur un logement décent ailleurs ».*

*Un lieu en plein centre de la capitale, rue de Rivoli, a été recouvert d'affiches : l'entrée d'un parking où une douche se déclenche dès qu'une personne sans badge franchit l'entrée. (...) À Metz aussi, des panneaux ont été collés sur des bancs, la devanture d'une banque, d'un magasin et d'un cinéma par une quinzaine de militants.*

*Ces lieux ont été conçus « pour empêcher les sans-abri de se poser, de s'allonger, de trouver un moment de trêve », dénonce Véronique Etienne, directrice de la fondation Abbé-Pierre dans le Grand Est.*

*Main dans la main avec Emmaüs Solidarité, la fondation a également lancé un site internet, soyonshumains.fr, ainsi qu'un hashtag #soyonshumains, qui invite chacun à poster sur Twitter des photos de ce type de mobiliers urbains. Sur le site, une centaine de dispositifs sont déjà recensés à Paris. (...) Des centaines d'internautes se sont déjà approprié le hashtag et ont relayé le message de la fondation sur Twitter, ou ont posté des photos de dispositifs anti-SDF.*

*Selon la fondation Abbé-Pierre, le nombre de personnes sans domicile fixe a augmenté de 50% entre 2001 et 2012, et plus de 2 000 personnes meurent dans la rue chaque année en France.*

Leïla Marchand, « La fondation Abbé-Pierre en campagne contre le mobilier urbain anti-SDF », les Échos, 8 décembre 2017.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

### FRANCE ET DOM-TOM

| Tarif standard   | Jeunes/chômeurs/précaires   |
|--|---|
| Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <b>28 €</b> <input type="checkbox"/> 1 an <b>56 €</b>            | <input type="checkbox"/> 6 mois <b>20 €</b> <input type="checkbox"/> 1 an <b>40 €</b> |
| Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <b>22 €</b> <input type="checkbox"/> 1 an <b>44 €</b>          |   |
| Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <b>50 €</b> <input type="checkbox"/> 1 an <b>100 €</b> | <input type="checkbox"/> 6 mois <b>38 €</b> <input type="checkbox"/> 1 an <b>76 €</b> |
| Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert   | <input type="checkbox"/> 3 mois <b>10 €</b>   |

### ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| Tarif standard  | Jeunes/chômeurs/précaires   |
|---|---|
| Hebdo <input type="checkbox"/> <b>14 € par trimestre</b> <input type="checkbox"/> <b>25 € par trimestre</b> | Hebdo <input type="checkbox"/> <b>10 € par trimestre</b> <input type="checkbox"/> <b>19 € par trimestre</b> |

### Titulaire du compte à débiter

Nom : ..... Prénom : .....  
 Adresse : .....  
 Code postal : ..... Ville : .....  
 Mail : .....

### Désignation du compte à débiter

IBAN : .....  
 BIC : .....

### Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR4322254755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)